

ARNAUD SOUZY

SOUS LA DIRECTION D'EMMANUEL LINCOT

XI JINPING ET LE NOUVEAU CONTRAT SOCIAL CHINOIS

**LE PATRIOTISME AU FONDEMENT DE LA
LÉGITIMITÉ DU PARTI**



Arnaud Souzy

Xi Jinping et le nouveau contrat social chinois

Le patriotisme au fondement de la légitimité du Parti

Septembre 2020

« C'est un homme fort, brillant, mais il a le regard de celui qui s'apprêtent à prendre un poste et qui n'est pas très sûr que cela va bien se terminer¹ »
Joe Biden à propos de Xi Jinping
en mai 2013

¹ BOUGON François, Dans la tête de Xi Jinping, Arles, Actes Sud, 2017, page 17

Sommaire

INTRODUCTION	5
UN FILS DE PRINCE A LA TETE DU PAYS.....	10
LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS.....	11
L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION.....	17
LA SOCIETE CIVILE	23
CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	29
XI JINPING SUR LA SCENE INTERNATIONALE	31
L'APPAREIL DIPLOMATIQUE CHINOIS	32
LA PUISSANCE FORTE ET LES INTERETS FONDAMENTAUX	37
CONCLUSION	42
ANNEXES	45
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	47
TABLE DES MATIERES.....	51

Introduction

Avec ses vastes champs de blé et de maïs, sa terre brune et ses élevages de moutons, la province du Hebei¹ apparaît comme un havre de paix épargné par les tourments qui agitent la capitale voisine. Ses plages de sable fin, interrompues ici et là par de magnifiques rochers de couleur ocre, donnent sur une mer de Bohai aux eaux calmes et poissonneuses. Au loin, les monts majestueux de Taihang et l'imposant massif de Yanshan s'unissent pour établir une ceinture protectrice enserrant la province. C'est ici que la « Longue Muraille de dix mille li » entame son périple en direction des immensités arides du désert de Gobi. Un pays de cocagne qui devint au fil du temps le lieu de villégiature des empereurs. Au troisième siècle avant Jésus Christ, Qin Shi Huang, fondateur de la dynastie Qin², parcourut longuement ses immenses plaines, pensant pouvoir y trouver l'immortalité. Sous les Ming³, nombre de princesses et de princes s'y retirèrent pour finir leur jours dans l'un des paisibles temples délicatement accrochés aux falaises. Au XVIII^{ème} siècle, la cour des Qing⁴ fit construire à Chengde le plus important jardin impérial de Chine afin de fuir la chaleur étouffante de Pékin. L'effondrement de l'Empire en 1912 n'affecta pas l'idylle entre cette terre et les hommes de pouvoir. Dans la seconde moitié du XX^{ème} siècle, Mao Zedong établit sa résidence d'été à Beidaihe, sur la côte est du Hebei. Excellent nageur, il se prit de passion pour cet ancien village de pêcheurs au point de lui consacrer un poème, aujourd'hui mis en musique et enseigné à tous les écoliers chinois.

Le 4 août 2010, l'édition du *South China Morning post*⁵ fait état de la venue à Beidaihe d'une délégation de personnalités politiques de premier plan. La dépêche ne donne aucune autre information. Essayons de donner un peu de relief à ce message laconique et livrons-nous, le temps de quelques lignes, à un exercice d'imagination.

En cette belle matinée estivale, l'insouciance règne sur les plages de la petite cité balnéaire. Les enfants jouent au traditionnel jeu du chat et de la souris, les femmes se couvrent de crème afin de préserver la blancheur de leur peau et les hommes barbotent dans les eaux brunâtres de la mer de Bohai. Une légèreté qui contraste avec l'effervescence voisine. Un peu plus au nord, à quelques centaines de mètres des vacanciers, une cohorte d'hommes en uniforme filtre tout accès à un imposant complexe. Plusieurs vedettes patrouillent au large des côtes. Pour assurer discrétion et sécurité à ces hôtes de prestige, les mesures sont telles que la ville est quasiment coupée du monde. Sur les hauteurs de la ville, dans les villas construites par les missionnaires

¹ Voir annexe I (*en page 45*). Le Hebei se situe au nord-est de la Chine, en périphérie des villes de Pékin et de Tientsin

² La dynastie Qin (221 à 206 avant Jésus Christ) est la première dynastie impériale de l'histoire chinoise ; elle donna son nom à la Chine (le mot Qin se prononçant *Tchinn*)

³ La dynastie Ming a régné sur la Chine de 1368 à 1644

⁴ La dynastie Qing régna sur le pays de 1644 à 1912 ; elle fut la dernière dynastie impériale

⁵ Publié depuis 1903, le *South China Morning post* est un des plus importants quotidiens de langue anglaise de Hong Kong. Assurant le suivi de l'actualité chinoise et hongkongaise, il demeure indispensable à qui veut suivre l'Asie du Sud-Est

occidentaux et les militaires allemands, une armée de domestiques s'affaire, remettant en état des pièces inoccupées depuis plusieurs mois. En début d'après-midi, les premiers convois officiels franchissent les barrages. Wang Huning¹, le théoricien du Parti Communiste Chinois (PCC), arrive en premier. Quelques instants plus tard, Hu Jintao², président de la République populaire de Chine, fait son apparition, suivi de son Premier ministre Wen Jiabao. Puis c'est au tour du Politburo et des membres du Conseil des affaires de l'État³. Universitaires, anciens dirigeants à la retraite et hommes d'affaires complètent l'aéropage. En quelques heures, la paisible cité du Hebei est devenue le centre de la vie politique chinoise et l'écrin bucolique d'un conclave réunissant chaque année les caciques du Parti-État. Suivant la tradition, c'est ici, au pied du mont Lianfeng, que se décide la ligne politique des douze prochains mois.

Cette réunion rassemblant les personnages les plus puissants du pays n'est pas une création nouvelle. En 1953, alors que la toute jeune République populaire de Chine était encore dans une phase de « construction et d'ouverture », Mao reprit une vieille habitude du gouvernement de Tchang Kai-shek et invita ses ennemis d'hier à Beidaihe. Entre deux plongeurs, le Grand timonier traitait avec des membres du Kuomintang, avec des intellectuels « bourgeois », avec des paysans « riches et moyen-riches ». Puis, une fois le masque tombé et les ennemis du pouvoir incarcérés, seuls les membres du Parti communiste chinois furent conviés. Deng Xiaoping reprit la coutume et ce séminaire annuel devint un épisode incontournable du calendrier politique chinois.

Revenons à ce mois d'août 2010, période où la liste des soubresauts que connaît le pays ne cessent de s'allonger. Sur le plan extérieur, le souhait d'Obama de bâtir un couple sino-américain travaillant main dans la main pour la paix du monde n'est plus qu'un lointain souvenir et les désaccords se multiplient : tensions autour de la manipulation du yuan, conflits à propos de la liberté d'internet, passe d'armes liée à l'accord sur le climat de Copenhague, ... Sur le plan intérieur, l'exposition universelle de Shanghaï, essentielle pour la réputation du PCC, connaît plusieurs ratés dans son organisation. Au mois d'août 2010, la province du Gansu est victime d'importants glissements de terrain qui piègent près de mille deux cents personnes dans la pire catastrophe naturelle de la décennie. S'ajoutent à cela le prix Nobel de la paix bientôt attribué au dissident chinois Liu Xiaobo, les conflits de plus en plus fréquents en mer de Chine, les inquiétudes suscitées par le renforcement des capacités militaires chinoises, ...

Pour autant, tout cela n'a pas l'air d'émouvoir les pensionnaires de Beidaihe qui n'ont qu'une question en tête : qui succédera à Hu Jintao ? Dans deux ans, le président de la République populaire achèvera son second mandat et laissera la place à une nouvelle génération de dirigeants. Une échéance majeure pour le Parti-État qui craint par-dessus tout une transition ratée. Deux hommes se disputent la place : Li Keqiang, soutenu par la faction des Jeunesses communistes groupée autour du président sortant, et Xi Jinping qui passe pour l'homme du compromis. Prince rouge au lignage illustre, ce dernier a la réputation d'être un homme attaché

¹ Professeur de sciences politiques et juriste, Wang Huning est un des plus proches conseillers de Xi Jinping. Principal architecte des idéologies officielles depuis les années 1990, il exerce une influence majeure sur la politique chinoise

² Maître de la Chine entre 1992 et 2002

³ Présidé par le Premier ministre, le Conseil des affaires de l'État est l'autorité administrative centrale de la république populaire de Chine. Ses fonctions principales sont d'édicter les mesures administratives, de suivre leur mise en œuvre et de préparer le budget de l'État

à son pays et d'une loyauté sans faille au PCC. Après d'âpres discussions, un accord est trouvé : Xi deviendra le prochain président et Li sera nommé Premier ministre. La succession peut dès lors s'enclencher. Pour la première fois, un descendant de héros communiste va se retrouver à la tête du pays.

Mercredi 14 novembre 2012. Pékin. Palais de l'Assemblée du Peuple. C'est dans ce bâtiment massif des années 1950, digne des plus beaux kystes de Vladimir Chtchouko et de Boris Iofane, que s'ouvre le XVIII^{ème} Congrès du Parti communiste chinois au cours duquel le successeur désigné doit officiellement être intronisé. Venus de tout le pays, les 2 270 délégués du Congrès national du Parti¹ désignent dans un premier temps les 204 membres du nouveau Comité central. L'organisation est intégralement prise en charge par le régime qui fournit tout le nécessaire, du stylo au bulletin de vote en passant par le nom à inscrire. En Chine, le plus dur n'est pas d'être élu mais d'accéder au rang de candidat. Le lendemain, le Comité central procède à l'élection du Politburo avant de désigner les sept hommes du Comité permanent. Épilogue d'une journée sans surprise, Xi Jinping est nommé secrétaire général du Parti. La grand'messe communiste s'achève.

En fin d'après-midi, les sept nouveaux seigneurs de la Chine se rendent dans le salon oriental du Palais, où deux cents journalistes triés sur le volet patientent depuis près d'une heure. Aucune question n'est prévue. Dans ces circonstances, la presse n'est pas là pour questionner mais pour magnifier. Devant l'immense tableau de la Grande Muraille de Chine, Xi Jinping prend la parole. La posture est droite, le ton assuré et le langage simple. D'emblée, le contraste est saisissant avec les allocutions ternes et sans saveur de son prédécesseur. L'historien Zhang Lifan résumera ce changement de style : « *Hu Jintao était fondamentalement un gestionnaire, un employé, il parlait avec la gêne de ceux qui se sentent chez les autres. Xi est l'héritier de la famille, il parle comme s'il était chez lui*² ».

Au début des années 2010, alors que le nouveau président vient officiellement d'être adoubé, la Chine doit faire face à de nombreux chantiers. La récente arrestation de Bo Xilai³ a considérablement écorné l'image du Parti-État en révélant l'ampleur de la corruption au sein des élites politiques. Depuis plusieurs années, les difficultés du pouvoir central ont favorisé l'émergence de baronnies à travers tout le pays : Chongqing, Tianjin, Shangai, ... Leur mise au pas est une nécessité si le PCC ne veut pas perdre la confiance de la population. Un autre défi de taille réside dans la définition d'un nouveau paradigme économique. Depuis la fin des années 1980, la croissance chinoise s'est bâtie sur des investissements massifs, un commerce extérieur florissant et une industrie nationale peu regardante sur les conséquences environnementales. La crise de 2008 et – dans un degré moindre – la nouvelle place de l'écologie politique sur la scène internationale poussent Pékin à revoir son modèle de développement. À ces reconfigurations internes viennent s'ajouter une situation internationale instable. Le Moyen-Orient, principal fournisseur énergétique de la Chine, s'est embrasé dans le cadre des Printemps arabes et la

¹ Voir annexe II (*en page 46*)

² BOUGON François ; Dans la tête de Xi Jinping ; Arles ; Coédition Actes Sud ; 2017 ; page 21

³ Ancien maire de la ville de Chongqing, Bo Xilai est arrêté en mars 2012 pour avoir tenté de faire obstacle à une enquête criminelle impliquant son épouse, Gu Kailai, accusée d'avoir commandité l'assassinat de l'homme d'affaires britannique Neil Heywood

guerre civile en Syrie ne fait qu'accroître le chaos dans la région. Avec les États-Unis, l'heure n'est plus aux politesses et Washington perçoit désormais Pékin comme un rival systémique. En mer de Chine, les querelles de souveraineté avec le Japon, les Philippines et le Vietnam ne cessent de s'envenimer. Ajoutons à cela la fuite en avant d'une Corée du Nord de plus en plus belliciste, les revendications séparatistes dans le Xinjiang, ... Toutes ces difficultés vont se concentrer au début des années 2010 et largement impacter le premier mandat de Xi Jinping.

Autant d'enjeux pour le nouveau secrétaire général dont on peut alors se demander s'il possède véritablement l'étoffe d'un chef d'État. Dans ce contexte si particulier, sera-t-il capable de s'imposer auprès de ses pairs ? Une tâche délicate quand on se remémore la gouvernance de son prédécesseur, marquée par d'incessantes querelles intestines. Et, plus globalement, de quelle manière parviendra-t-il à gouverner une société que l'on dit traversée par de profondes aspirations démocratiques ?

Jusqu'alors, Pékin a fait le choix d'axer sa stratégie internationale sur le développement des échanges commerciaux et la doctrine de l'émergence pacifique¹. Devant le développement d'un appareil militaire de plus en plus impressionnant, on peut se demander si cette doctrine sera ou non remise en question ? Risque-t-on de voir un Xi Jinping davantage tenté d'endosser le costume de chef de guerre que celui de capitaine d'industrie ? De plus, comment la politique extérieure de Pékin influencera-t-elle les fondements du contrat social établi avec la société chinoise ? Alors que les économistes annoncent une croissance moribonde pour les années à venir, le Parti fera-t-il le choix de substituer un élan patriotique et militaire à la prospérité matérielle comme socle de ce contrat ?

Certains observateurs avaient cru à l'avènement d'un dirigeant terne, sans capacité de ralliement, tandis que d'autres voyaient en lui un futur grand chef d'État. Qu'en est-il réellement ? Nous verrons dans un premier temps en quoi la présidence de Xi Jinping marque une rupture avec celles de ses deux prédécesseurs, Hu Jintao et Jiang Zemin². Nous mettrons notamment en lumière la place nouvelle qu'occupe le secrétaire général au sein du Parti. Nous poursuivrons en analysant les interactions complexes entre le président chinois et l'Armée Populaire de Libération (APL), pilier d'un régime qui s'est forgé dans la guérilla et qui accorde une large place à l'institution militaire. Puis nous terminerons cette première section en évoquant le lien entre le pouvoir et la société civile : l'urbanisation croissante, l'essor d'une classe moyenne, le développement de nouveaux styles de vie doivent-ils faire craindre à Xi Jinping une Révolution de Jasmin à la chinoise ?

La légitimité du Parti communiste chinois reste la préoccupation majeure de l'action politique en Chine, qu'il s'agisse de politiques intérieure ou extérieure. Dans une seconde section, nous expliquerons comment les succès du *hard power* chinois sont venus se conjuguer à la croissance économique pour forger un nouveau type de contrat social. Nous analyserons la

¹ Concept présenté par Hu Jintao comme socle spirituel de la diplomatie chinoise. Théorisé au début des années 2000, il vise à appliquer sur la scène internationale les concepts traditionnels du confucianisme : harmonie, promotion de la coopération et recherche de compromis. C'est une tradition chez les dirigeants chinois de résumer en une formule frappante l'orientation qu'ils comptent donner à leur mandat

² Chef de file de la faction des Shanghaiens, Jiang Zemin a dirigé le pays entre 1992 et 2002. Avec Hu Jintao, il est à l'origine de l'accord qui porta Xi Jinping à la tête du Parti

manière dont Xi Jinping est parvenue à faire de la scène mondiale un formidable vecteur de légitimité.

Section I

Un fils de prince à la tête du pays

« En Chine, depuis l'Antiquité, la plupart des individus doués d'une puissante ambition ont rêvé d'être empereur. [...] Les pays étrangers ont fait des guerres de religion ou se sont battus pour la liberté ; en Chine, depuis quelques milliers d'années on s'est perpétuellement battu pour cette seule question : devenir empereur.¹ »

Sun Yat-sen

¹ BRIZAY Bernard ; Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine ; Paris ; Perrin ; 2018 ; page 17

Partie I

Le Parti communiste chinois

Parvenir au sommet du pouvoir est une chose, s’y maintenir en est une autre. Le 15 novembre 2012, lorsque Xi Jinping se présente à la tête des sept membres du Comité permanent, il sait qu’il lui reste encore à affronter de longues années de luttes internes. Le discours qui suit est à cet égard révélateur ; d’une voix pleine d’assurance, il insiste sur la nécessité de « *faire le ménage*¹ » dans une maison Chine gangrenée par la corruption.

L’ombre des pères

À la fin des années 1970, tandis que la Chine se remettait difficilement de la Révolution culturelle (1966-1976), Deng Xiaoping reprit les rênes d’un Parti-État en déliquescence. Vingt-sept années de maoïsme avaient finalement eu raison de toute tentative d’institutionnalisation du régime et la disparition de celui qui incarnait l’État chinois provoqua un vide qu’il fallait combler. Cette lourde tâche revint à Deng, nouvel homme fort du pays. On a peine à imaginer la montagne qui se présente à lui : depuis 1912, l’État chinois n’était en réalité qu’une chimère, tantôt effacé derrière l’aura d’une figure tutélaire, tantôt émietté et impuissant lors des guerres civiles – une période que l’on peut aisément prolonger d’un demi-siècle si l’on considère l’incurie des derniers empereurs Qing et la situation anarchique du XIX^{ème} siècle. C’est un point qu’il faut avoir à l’esprit lorsque l’on traite de la Chine de Xi Jinping : le cadre institutionnel qui régit son fonctionnement est en réalité très récent.

Les objectifs principaux du Petit timonier furent d’éviter une nouvelle dérive maoïste, de contenir une personnalisation excessive du pouvoir et de prévenir le vieillissement des instances dirigeantes. Sur ce dernier point, il bénéficiait des enseignements d’une Union Soviétique atrophiee qui, à la même époque, faisait montre de son incapacité à s’affranchir d’une gérontocratie sclérosante². Nous reviendrons plus loin sur ce trait qui distingue les deux géants communistes : quand l’un s’est enfoncé dans la crise, l’autre a su s’adapter. Deng instaura la règle de collégialité du pouvoir et l’impératif du consensus entre haut-responsables du régime. Ces mesures se traduisirent concrètement par un nombre maximum de mandats – la règle dite de « trois fusionnés en un » qui réduisait la mandature du maître du pays à dix ans – et un âge

¹ PEDROLETTI Brice et BOUGON François ; En Chine, l’intrônisation de Xi Jinping illustre la victoire des « princes rouges » ; dans *Le Monde* [en ligne] ; 15 novembre 2012 ; disponible sur https://www.lemonde.fr/international/article/2012/11/15/en-chine-la-victoire-des-princes-rouges_1791213_3210.html [consulté le 2 septembre 2020]

² En novembre 1982, Léonid Brejnev, malade depuis plusieurs années, décède à l’âge de 75 ans. Son successeur, Iouri Andropov (71 ans), restera quinze mois au pouvoir avant de s’éteindre en février 1984. Ce sera ensuite au tour de Konstantin Tchernenko (72 ans), dont la maladie provoquera des périodes de vacances de pouvoir de plus en plus longues et qui finira par mourir en mars 1985 après un an à la tête du pays

limite – qui se stabiliserait par la suite à 68 ans – pour tout candidat aux trois principaux organes du pouvoir que sont le Comité central, le Politburo et le Comité permanent. Si ces règles permirent dans un premier temps à la Chine d’être gouvernée par des hommes dans la force de l’âge, leur pérennité n’allait pas de soi dans un pays ignorant tout du principe d’alternance politique. Quarante ans plus tard, le bilan est contrasté : si la règle est observée en apparence, tous les dirigeants ne quittent pas pour autant la scène politique une fois leur mission terminée.

Il est une constante en politique : celui qui édicte une loi est bien souvent le premier à s’en affranchir. Si Deng Xiaoping démissionna effectivement de son poste de président de la Commission Militaire Centrale¹ (CMC) en septembre 1989, c’est néanmoins lui qui continua à diriger le PCC derrière le paravent jusqu’à sa mort en 1997. Au-delà de ce cas, le comportement de Deng illustre une caractéristique du pouvoir en Chine : les cadres retraités du Parti continuent à peser sur la marche du pays, à donner leur avis sur le choix des dirigeants et à influencer les grandes orientations. Même son de cloche pour ses deux successeurs, Jiang Zemin et Hu Jintao, qui continuèrent à jouer les faiseurs de roi bien après la fin de leur mandature. Nous avons vu plus en amont comment le compromis entre les deux hommes avait permis à Xi Jinping de briguer le poste de secrétaire général. Une situation qui n’empêchera pas ce dernier de critiquer Jiang à mots couverts lorsqu’il évoquera en 2015 un « *empereur retiré*² » continuant de se mêler des affaires de l’État. Ainsi, en Chine, chaque génération de dirigeants doit d’abord « tuer le père » et se défaire de l’emprise des doyens du Parti avant d’espérer pouvoir conduire une politique personnelle.

Les écuries d’Augias

Traditionnellement, le régime communiste classe ses dirigeants en générations. Il y eut Mao, puis Deng Xiaoping, Jiang Zemin et enfin Hu Jintao. Né en 1953, Xi Jinping incarne la cinquième génération, celle des jeunes instruits envoyés à la campagne pendant la Révolution culturelle pour y être rééduqués. Fils de Xi Zhongxun³, combattant communiste de la première heure, il a longtemps bénéficié des réseaux de son père avant d’être repéré par Zeng Qinghong⁴, l’éminence grise de Jiang Zemin. Le sinologue François Bougon décrit un caractère équilibré avec « *ce qu’il faut de personnalité et de brio pour avoir pu gravir sans encombre tous les échelons du Parti sans passer néanmoins pour un individu dangereux aux yeux de ses rivaux potentiels*⁵ ». Une image inoffensive qui a certainement pesé dans le compromis entre Hu et

¹ Existant depuis 1927 et la création de l’Armée populaire de libération (APL), la Commission militaire centrale (CMC) permet le contrôle direct du Parti sur l’ensemble des forces armées. Le poste de président de la CMC est la position la plus importante du pouvoir avec celle de président de la République et de secrétaire général du PCC

² GODEMENT François ; *Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme* ; Paris ; Odile Jacob ; 2012 ; page 141

³ Père de Xi Jinping, il était l’un des principaux responsables militaires de l’armée rouge avant d’être écarté par Mao lors de la Révolution culturelle (1966-1976). Réhabilité par Deng Xiaoping, il mourut en 2002

⁴ Membre éminent de la faction des Shanghaiens et bras droit de Jiang Zemin, il fut vice-président de la République populaire de Chine de 2003 à 2008

⁵ BOUGON François ; *Dans la tête de Xi Jinping* ; Arles ; Coédition Actes Sud ; 2017 ; page 11

Jiang mais qui tombera rapidement dès que Xi entamera sa vaste campagne de lutte contre la corruption. Tout l'appareil du Parti-État sera visé, des « *tigres jusqu'aux mouches*¹ ».

« *La vie et la mort ainsi que ma réputation personnelle n'ont pas d'importance dans le combat contre la corruption*² » Xi Jinping. S'appuyant sur Wang Qishan, son fidèle bras droit et nouveau patron de la redoutable Commission Centrale d'Inspection et de Discipline du Parti, Xi s'attaqua aux apparatchiks du régime et aux potentats locaux susceptibles de gêner l'exercice de son autorité. Chaque année, une série d'affaires retentissantes secouait le régime. Les chutes de Zhou Yongkang, patron de la Sécurité nationale, de Ma Jian, chef des services secrets, et de Sun Zhengcai, longtemps considéré comme son potentiel successeur, lui permirent de s'affranchir de la tutelle de son ancien mentor, Zeng Qinghong. La condamnation de Ling Jihua, maître de la province du Shanxi³ et proche de Hu Jintao, fragilisa la faction des Jeunesses communistes. La mise à l'écart de Jiang Mianheng⁴ lui permit de circonscrire l'influence de Jiang Zemin. À Tianjin, dans le Yunnan et dans le Shanxi, les dirigeants les plus corrompus furent remplacés par des fidèles du clan présidentiel. Si cette campagne ne mit pas fin à la corruption des élites, elle permit à Xi Jinping d'asseoir sa position au sein du régime.

Au sein de la structure gouvernementale, Xi chercha à briser les résistances et multiplia le nombre des commissions, véritables ministères coordonnant les principaux secteurs de l'État (affaires étrangères, finances, rapports avec Taïwan, industrie, ...). Il chapeaute aujourd'hui sept d'entre elles et a pris le contrôle des quatre nouvelles qu'il a créées entre 2013 et 2014⁵. Accentuant le caractère opaque du régime, ces commissions jouent un rôle essentiel dans la prise de décision et permettent au secrétaire général de contourner les canaux d'une structure étatique minée par ses opposants.

Alors que l'année 2016 enregistrait un nouveau record de condamnations, la lutte anti-corruption entraînait plusieurs dégâts collatéraux. Si elle améliorait l'image du Parti auprès de la population, elle ébranlait également sa structure. Les querelles politiques et les rancœurs avaient fragilisé son équilibre et tétanisaient son fonctionnement administratif. Par ailleurs, l'arrestation de Jiang Zemin ou de Zeng Qinghong – deux des principaux adversaires de Xi Jinping – faisait encourir un péril trop grand au regard des multiples liens qu'ils entretenaient avec la nomenklatura communiste. Une phase de détente devenait indispensable. En 2016, le président modéra ses attaques et chercha à trouver un *modus vivendi*. Un pacte de non-agression

¹ BALME Richard ; La chasse aux tigres et la chasse aux mouches – le Parti, l'État et l'administration en République populaire de Chine ; Revue française d'administration publique ; 2014/2 (N° 150), p. 305-325 ; disponible sur <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2014-2-page-305.htm> [consulté le 25 juillet 2020]

² Déclarations devant la Commission Centrale d'Inspection et de Discipline du Parti (organe central de la lutte anti-corruption en Chine) en août 2014. LEBLANC Claude ; Pour Xi Jinping, le salut passe par une série sur... Deng Xiaoping ; l'Opinion [en ligne] ; 16 août 2014 ; disponible sur <https://www.lopinion.fr/international/pour-xi-jinping-le-salut-passe-par-une-serie-sur-deng-xiaoping> [consulté le 16 juin 2020]

³ Voir annexe I (*en page 45*). Province située directement à l'ouest du Hebei, le Shanxi est l'un des berceaux historiques de la nation chinoise

⁴ Fils de Jiang Zemin, il était surnommé *le prince des nouvelles technologies* et avait un large contrôle sur la politique chinoise en matière de nanotechnologies

⁵ Commissions centrale de la Sécurité nationale, Commission de l'Approfondissement de la Réforme, Cellule dirigeante de la Réforme de l'Armée et Commission de la Sécurité et de l'Information sur Internet

fut conclu avec Jiang qui fut assuré de la sauvegarde des intérêts économiques de sa famille. Enfin, malgré des rapports particulièrement tendus avec Zeng, les deux hommes finirent par se réconcilier en août 2017 à Beidaihe. En échange de quelques concessions, le secrétaire général fut assuré de son soutien dans la réforme constitutionnelle à venir.

Xi Jinping sur les traces de Mao

Entre le début de l'année 2017 et la date d'ouverture du XIX^{ème} Congrès – fixée à octobre 2017, la Chine multiplia les coups d'éclat. Le 17 janvier, au forum économique mondial de Davos, Xi Jinping triompha dans une apologie du libre-échange et de la mondialisation heureuse. Premier président chinois à se rendre à cet événement, il renforça l'assise diplomatique de son pays au moment où l'attitude de Washington se faisait de plus en plus menaçante. En avril, le *Shandong*, second porte-avions de la marine chinoise et premier bâtiment de ce type entièrement réalisé en Chine, fut mis à l'eau dans le golfe de Corée. Il deviendrait opérationnel dans trois ans et conforterait l'Armée Populaire de Libération (APL) dans son statut de première force militaire d'Asie. Le pays se hissait au rang des rares nations capables d'une telle prouesse technique. En mai, le C919 réalisa son vol inaugural à Shanghai. L'entreprise publique Comac¹ annonça un carnet de commande de 570 appareils et se posa en sérieux concurrent d'Airbus et de Boeing. Jusqu'alors spécialisée dans les produits à faible valeur ajoutée, la Chine n'hésite plus désormais à investir dans les secteurs de pointe. Les 14 et 15 mai, Xi Jinping réunit soixante-cinq pays à Pékin – dont vingt-neuf chefs d'Etat – dans le cadre du Sommet de coopération internationale « La Ceinture et la route² ». Les cent-cinquante milliards de dollars d'investissements annoncés constitueraient autant de contrats pour les entreprises chinoises. Quelques jours plus tard, Pékin reprendra le *Trans-Pacific Partnership*, abandonné par les Etats-Unis en 2017, pour créer une zone de libre-échange réunissant seize pays de la zone Asie-Pacifique. Elle en serait *de facto* l'acteur économique majeur, confortant un peu plus son rang de première puissance commerciale mondiale. La République populaire est en pleine ascension, de plus en plus forte et conquérante. À quelques semaines du XIX^{ème} Congrès, tous ces succès constituent une formidable source de légitimité pour le PCC : qui osera remettre en cause la légitimité d'un parti qui conduit son peuple sur le toit du monde ?

C'est aussi une consécration pour Xi Jinping qui peut dès lors s'affranchir de certaines traditions, fussent-elles instaurées par Deng Xiaoping. Le 18 octobre 2017, Le XIX^{ème} Congrès s'ouvre à Pékin. Comme le veut la coutume, le nouveau Comité permanent est le résultat d'un compromis entre faction puisque chacune possède deux sièges³. La réalité est cependant plus complexe. D'une part car tous les noms retenus ont préalablement été sélectionnés par Xi Jinping, et d'autre part parce qu'aucun membre de la sixième génération n'a été incorporé. Ce dernier point est essentiel. Nous l'avons vu, la tradition d'une succession

¹ Commercial Aircraft Corporation of China

² Projet plus connu en Occident sous le nom des nouvelles routes de la soie

³ Wang Huning et Han Zheng pour les Shanghaiens ; Li Keqiang et Wang Yang pour la faction des Jeunes Communistes ; Zhao Leji et Li Zhanshu pour le clan présidentiel

par cooptation était une des mesures phares de la réforme de Deng Xiaoping. Chaque numéro un préparait son successeur en l'intégrant au Comité permanent. Jiang Zemin avait introduit Hu Jintao qui avait introduit Xi Jinping. L'absence d'un éventuel successeur implique *de facto* un maintien de Xi au-delà de 2022. Cette situation d'exception n'est pas une décision unilatérale du secrétaire général : Jiang Zemin et Zeng Qinghong l'ont déjà assuré de leur appui ; l'ancien Premier ministre Li Peng ou encore Song Ping, vieil ami de son père, ont également soutenu ce choix, tout comme le Conseil des Sages¹. Dans le même temps, les *Pensées de Xi Jinping pour une nouvelle ère du socialisme aux couleurs chinoises* intègre les statuts du Parti-État. Avant lui, seuls Mao et Deng avaient eu l'honneur d'être mentionnés dans la charte du Parti communiste chinois. Mais l'inscription de sa « pensée » en fait seul l'égal du Grand timonier, Deng n'y entrant que pour sa « théorie ».

Si le maintien au pouvoir du secrétaire général ne faisait plus guère de doute, les modalités de cette prolongation restaient incertaines : allait-il modifier la Constitution ? Ou bien imiterait-il Jiang Zemin qui démissionna tout en continuant à exercer la réalité du pouvoir ? Un an après le Congrès, la réforme constitutionnelle donna un élément de réponse. Depuis le Petit timonier, la collégialité s'incarnait dans une coutume et une loi : la coutume dite des « trois en un » selon laquelle le maître du pays était en même temps secrétaire général du PCC, président de la République populaire et chef de la Commission militaire centrale ; et une loi avec l'article 64 de la Constitution qui limitait la mandature du président de la République à deux quinquennats. Cette règle constitutionnelle empêchait Xi Jinping de se maintenir après le XXème Congrès. En mars 2018, elle est purement et simplement abrogée lors d'une session de l'Assemblée nationale populaire. Le secrétaire général a dorénavant les mains libres. S'il venait à rester jusqu'en 2027 – date du XXIème Congrès – cela amènerait la durée de son pouvoir à quinze ans. Seuls Mao (vingt-sept ans) et Deng Xiaoping (dix-neuf ans) connurent des longueurs de règnes comparables.

Conclusion

« Si nous échouons à régler la question de la corruption, cela pourrait être fatal pour le parti. Cela pourrait même provoquer sa chute² » prévenait Hu Jintao lors de la session inaugurale du XVIIIème Congrès. Un danger que Xi Jinping résolut avec habileté, brisant par la même occasion les anciens réseaux d'influence au sein du Parti communiste.

Son second mandat marque la fin d'une période de friction entre anciens lieutenants de Hu Jintao, alliés de Jiang Zemin et fidèles du clan présidentiel. Il inaugure une phase de stabilité que le Parti n'avait plus connue depuis Mao. En juillet 2020, Chen Yixin³ a confirmé la

¹ Créé en 1982, le Conseil des Sages du Comité central se compose de huit vétérans chargés de prévenir toute dérive autoritaire du PCC

² DE GRANDI Michel ; Corruption : en cinq ans, Xi Jinping a tué des « mouches » et quelques « tigres » ; Les Echos [en ligne] ; 18 octobre 2017 ; disponible sur <https://www.lesechos.fr/2017/10/corruption-en-cinq-ans-xi-jinping-a-tue-des-mouches-et-quelques-tigres-184774> [consulté le 24 août 2020]

³ Fidèle de Xi Jinping, Chen Yixin est le secrétaire général de la Commission centrale aux affaires politiques et juridiques. Cette commission supervise tous les organismes chargés de faire respecter la loi, notamment la police, ce qui en fait une institution très puissante

poursuite de la campagne anti-corruption, avec pour objectif de « *racler le poison de l'os [et de] déraciner les membres néfastes du troupeau*¹ ». Un avertissement pour tous ceux qui se risqueraient à remettre en cause l'emprise de Xi Jinping sur le Parti.

¹ MANGIN Virginie ; Xi Jinping resserre son étai en Chine ; Le Figaro [en ligne] ; 27 août 2020 ; disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/xi-jinping-resserre-son-etai-sur-la-chine-20200827> [consulté le 4 septembre 2020]

Partie II

L'Armée populaire de libération

Février 2012. Fête du Nouvel an chinois. Pékin. Alors que les festivités s'apprêtent à réchauffer le cœur d'une capitale engourdie par un froid glacial, le président de la République Hu Jintao et l'État-major de l'Armée populaire de libération se retrouvent pour le traditionnel dîner du Nouvel an. Dans le hall, Hu accueille un à un les gradés puis chacun est invité à se mettre à table. Avant que ne commence le repas, un des haut-responsables de l'armée se lève pour porter un toast. Tandis que l'assistance écoute religieusement son allocution, une voix rauque se fait entendre au loin. De plus en plus forte, elle finit par recouvrir les paroles de l'officier, le contraignant à s'arrêter. Tous les regards se tournent alors vers le fond de la salle. Visiblement éméché, Zhang Qinsheng¹ laisse éclater sa colère. Mécontent de n'avoir pas été choisi pour intégrer la Commission militaire centrale et déçu du peu de soutien que Hu Jintao lui a témoigné, il multiplie les invectives. Ses acolytes tentent de le raisonner mais rien n'y fait. Quelques minutes passent puis l'excitation retombe et le calme revient. Humilié, le secrétaire général du Parti se mure dans le silence. D'un air impassible, il se lève et quitte la salle.

Impensable quelques années auparavant, cet épisode illustre l'esprit d'insubordination qui animait alors de nombreux haut-dignitaires de l'Armée populaire de libération.

Un pilier du régime

Depuis 1949, l'Armée populaire de libération, la « grande muraille de fer et d'acier du Parti », a joué un rôle majeur dans l'avènement et dans la consolidation du pouvoir communiste. Glorifiée par l'historiographie maoïste à travers l'épisode mythique de la Longue Marche, elle est à la base de l'élan révolutionnaire qui a entraîné la défaite du Kuomintang et l'instauration de la Chine populaire. À ce poids historique s'ajoute l'implication décisive de l'institution militaire dans la plupart des crises que le régime a traversé. Sous Mao, le pays fut placé à deux reprises sous administration militaire : entre 1949 et 1952, à la suite de la guerre civile, puis de 1967 à 1970, alors que la Révolution culturelle avait plongé la société dans le chaos. C'est au cours de cette dernière période que l'armée se révéla particulièrement importante, réprimant des Gardes rouges² devenus incontrôlables et ramenant l'ordre au sein de l'État. À la mort du

¹ Aujourd'hui général à la retraite, Zhang Qinsheng était en 2012 le vice-chef d'état-major de l'APL

² Nés en 1966, les Gardes Rouges furent encouragés et manipulés par Mao dans sa stratégie de reconquête du pouvoir lors de la Révolution culturelle (1966-1976). Constitués en grande partie d'étudiants, le mouvement prit rapidement une tournure incontrôlable et se solda par la mort de plus d'un million de Chinois

Grand timonier, c'est elle qui joua le rôle d'arbitre entre Deng Xiaoping et Hua Guofeng¹. C'est encore elle qui fut le bras armé du régime lors de la répression du mouvement de 1989.

Au même titre que le Parti et l'appareil d'État, elle constitue l'un des trois piliers de la *dictature du prolétariat*. Un pilier qui a sa propre diplomatie, sa propre justice et sa propre comptabilité. Un pilier sur lequel ni l'Administration générale du contrôle des comptes ni le ministère de la Défense n'ont de prise. Quant aux officiers de l'Armée populaire de libération, ils ont conservé de nombreux privilèges, le plus célèbre d'entre eux étant la plaque minéralogique qui leur permet de circuler librement, sans tenir compte des feux ni des panneaux de signalisation.

« *Le Parti commande aux fusils*² » déclarait Mao Zedong en 1938. La citation est régulièrement reprise par ses successeurs, particulièrement inquiets à l'idée d'une armée s'émancipant du pouvoir civil. Une inquiétude loin d'être infondée. Entre 2002 et 2004, les manigances de Jiang Zemin³ avaient eu pour conséquence de découpler le pouvoir militaire, toujours sous son influence, et le pouvoir civil, aux mains du nouveau secrétaire général Hu Jintao. Une entrée en matière difficile pour ce dernier qui ne réussit jamais vraiment à normaliser la relation. Nous avons vu plus en amont l'épisode humiliant du Nouvel an 2012. Au printemps 2007, plusieurs haut-gradés se permirent d'évoquer publiquement une nationalisation⁴ de l'Armée populaire de libération. Quatre ans plus tard, à la suite d'un regain de tensions en mer de Chine méridionale, plusieurs officiers de l'armée de l'air et de la marine réclamèrent la démission du secrétaire général, accusé d'en être le principal responsable. Tout au long de son mandat, le secrétaire général eut les plus grandes peines du monde à empêcher ses généraux d'afficher publiquement leurs opinions – le plus souvent contraires à la ligne officielle, donnant une impression de confusion au sommet du pouvoir.

Lors de la passation du pouvoir militaire en 2012, Xi Jinping rendit hommage à son prédécesseur pour son « *intégrité et [sa] haute moralité*⁵ ». Il eût été sarcastique de louer son implication puisque dans l'ensemble, Hu Jintao fut un chef des armées absent et assez peu impliqué dans la gestion de l'APL. Progressivement, il lâcha la bride aux militaires si bien que lorsqu'il quitta la CMC, il laissa une structure qui, sans être en état de sécession, s'était dangereusement éloignée du Parti.

¹ Réputé pour sa loyauté totale envers Mao, Hua Guofeng était son successeur désigné jusqu'à ce que Deng Xiaoping ne l'écarte en 1981 avec la complicité des cadres de l'armée. Son éviction marque la fin de l'ère maoïste et l'entrée dans l'âge des réformes

² BONDAZ Antoine et JULIENNE Marc ; Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping ; Fondation pour la Recherche Stratégique [en ligne] ; 24 février 2017 (note n°05/17) ; page 5 ; disponible sur <https://www.frstrategie.org/publications/notes/moderniser-discipliner-reforme-armee-chinoise-sous-xi-jinping-2017> [consulté le 2 juillet 2020]

³ Jiang avait profité d'un vide juridique pour se maintenir deux années supplémentaires à la tête de la CMC, alors que ce rôle aurait dû revenir à Hu Jintao dès 2002

⁴ L'Armée populaire de libération appartient au Parti communiste et non à la République populaire de Chine. Deux courants s'opposent en son sein : d'une part, les partisans d'une nationalisation qui souhaitent accroître son autonomie vis-à-vis du PCC ; d'autre part, les tenants de la ligne maoïste prônant un resserrement du contrôle du Parti sur l'armée

⁵ CABESTAN Jean-Pierre ; La politique internationale de la Chine, entre intégration et volonté de puissance ; Paris ; Presses de Sciences Po ; collection Références ; 2010 ; page 328

Un homme du sérail

À maints égards, Xi Jinping passe pour la personnalité civile la plus légitime à diriger l'armée depuis Deng Xiaoping. Tout d'abord, il jouit de l'immense prestige de son père, combattant de la première heure, qui conduisit la guérilla dans le nord-ouest de la Chine. Dès son enfance, il baigna dans un environnement militaire, lorsque Xi Zhongxun s'installa non loin de Zhongnanhai¹ et que sa famille commença à côtoyer celles des généraux Lei Yingfu², Geng Biao³ ainsi que le clan du maréchal Ye Jianying⁴. Au début des années 1980, il rentre au Parti et devint le *mishu* – directeur de cabinet – du général Geng Biao, alors secrétaire général de la Commission des affaires militaires. Cette proximité lui permit de se familiariser avec le fonctionnement de la CMC et de nouer de multiples liens avec les officiers supérieurs. Enfin, il s'est marié en secondes noces avec Peng Liyuan⁵, célèbre chanteuse de l'APL, qui entretient des rapports privilégiés avec les officiers de la région du Shandong⁶. Une trajectoire qui a grandement facilité son arrivée à la tête de l'armée en 2012. Depuis, sa popularité ne s'est jamais démentie et son implication est particulièrement appréciée des soldats : visites à l'état-major des cinq zones de combat⁷, inspections aux garde-côtes, présence lors des essais du chasseur chinois J-20, visite du porte-avions sur les chantiers navals de Shanghaï. À chaque fois, Xi Jinping a manifesté une attention particulière aux affaires militaires et aux enjeux de défense.

Aux bons souvenirs de Gutian⁸

Depuis son arrivée au pouvoir, Xi Jinping n'a eu de cesse de rappeler aux militaires leur devoir suprême : avant de défendre la nation, ils doivent obéir au Parti et à son secrétaire général. Une antienne rendue nécessaire par la passivité du gouvernement précédent. Deux points concentrèrent les efforts du président : d'une part la corruption au sein des plus hautes sphères de l'APL – fléau qui concerne plus encore l'armée que le système politico-judiciaire

¹ En plein centre de Pékin, Zhongnanhai est un vaste complexe abritant le siège du gouvernement de la République populaire de Chine et le bureau du secrétaire général du Parti. Cœur du pouvoir chinois, il y est souvent fait référence en tant que « nouvelle Cité interdite »

² Général de l'Armée populaire de libération et proche conseiller militaire de Mao

³ Vieux camarade de lutte de Xi Zhongxun dans les années 1930 et ministre de la Défense nationale en 1981

⁴ Ministre de la Défense de 1975 à 1978 puis chef d'État de la république populaire de Chine entre 1978 et 1983, il est l'un des dix maréchaux fondateurs de l'Armée populaire de libération. Partisan de Deng Xiaoping, il est l'un des principaux chefs militaires du coup d'État de 1976 qui renversa la bande des Quatre

⁵ À la fois chanteuse populaire, star de télévision, général de brigade et ambassadrice de l'OMS, Peng Liyuan est l'une des femmes les plus puissantes de Chine

⁶ Voir annexe I (*en page 45*). Situé directement au sud-est du Hebei, le Shandong est l'une des provinces les plus riches de la Chine

⁷ Voir annexe III (*en page 46*). Auparavant divisée en sept régions militaires, la Chine est depuis 2016 composée de cinq zones de combat. Conséquence importante sur laquelle nous reviendrons : ces zones de combat ont désormais la charge du commandement des opérations en cas de guerre via leur état-major interarmées, et non plus via les états-majors de chaque armée

⁸ En décembre 1929, dans ce petit village du sud-est de la Chine, se tint le IX^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois, alors traversé par des conflits entre politiques et militaires. La résolution finale de la conférence de Gutian acte la domination sans conteste du Parti sur l'Armée qui fut réduite au simple rang d'exécutant

du fait de l'opacité qui y règne, d'autre part – et c'était là un danger bien plus préoccupant – l'ambition d'une autonomie de plus en plus importante vis-à-vis des autorités civiles.

Dans un premier temps, Xi Jinping s'attaqua à la corruption. Entre 2013 et 2015, près de 750 000 cadres de l'armée – dont une quinzaine de généraux – firent l'objet d'une procédure disciplinaire et 36 000 d'entre eux furent exclus du Parti. Parmi les figures les plus prestigieuses, citons Xu Caihou, numéro deux de l'APL et vice-président de la CMC – qui monnayait à hauteur de plusieurs millions de yuan des postes de commandant de région militaire – et Guo Boxiong, troisième vice-président de la CMC. Ces destitutions permirent au secrétaire général d'écarter une partie importante des proches de Jiang Zemin et de promouvoir une nouvelle garde, composés d'officiers fidèles. La reprise en main de l'institution militaire fut couronnée de succès puisqu'en septembre 2020, neuf des onze principaux amiraux de la Marine et dix des onze principaux généraux de l'Armée de terre avaient été désignés par Xi Jinping.

À partir de décembre 2015, le secrétaire général entama une profonde réorganisation de l'appareil militaire. Parmi les trois objectifs principaux annoncés, le premier visait à assurer le maintien du « *leadership absolu du Parti sur l'armée*¹ » et la « *mise en œuvre complète du système de responsabilité du président de la Commission militaire centrale* »². Afin d'assurer un encadrement disciplinaire strict à tous les niveaux hiérarchiques, l'ensemble des organes de contrôle de l'APL furent regroupés au sein de la CMC. De plus, le Département politique général³, la Commission Centrale d'Inspection et de Discipline du Parti⁴, la Commission centrale aux affaires politiques et juridiques⁵ et le Bureau de l'audit⁶ furent tous placés sous la responsabilité directe de Xi Jinping.

Le secrétaire général entreprit également un vaste plan de restructuration des grandes armes⁷, qui avaient conservé l'organisation cloisonnée de l'époque maoïste et dont la coopération restait rudimentaire. À partir de 2016, la mise en place de structures interarmées eut le double avantage de moderniser l'outil militaire et de mobiliser l'énergie des généraux pendant de longs mois. Autant d'efforts qu'ils ne consacreront pas à des activités préjudiciables

¹ BONDZ Antoine et JULIENNE Marc ; Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping ; Fondation pour la Recherche Stratégique [en ligne] ; 24 février 2017 (note n°05/17) ; page 8 ; disponible sur <https://www.frstrategie.org/publications/notes/moderniser-discipliner-reforme-armee-chinoise-sous-xi-jinping-2017> [consulté le 7 juillet 2020]

² Le deuxième est d'accroître les capacités opérationnelles des forces armées et de réduire l'écart qui sépare l'armée chinoise des forces américaines. Le troisième est d'améliorer le niveau d'entraînement et de professionnalisation des militaires

³ Disposant d'un droit de veto sur les nominations et les promotions, le Département politique général est le puissant garant du contrôle du Parti sur l'armée. Il coordonne les activités des commissions de contrôle de discipline au sein des forces militaires et veille à la régularité des activités des cellules du PCC à chaque échelon. Responsable de la formation politique des officiers, il dirige également le réseau tentaculaire des commissaires politiques

⁴ Plus haute institution de contrôle interne du Parti communiste chinois, elle est le fer de lance de la campagne anti-corruption menée par Xi Jinping

⁵ Plus haut organe de contrôle de la Sécurité publique ; il supervise tous les organismes chargés de faire respecter la loi, notamment la police, ce qui en fait une institution très puissante

⁶ Chargé de vérifier la bonne mise en œuvre des réformes sur le plan financier

⁷ La Chine compte cinq grandes armes : Armée de terre, Armée de l'air, Marine, Armée des lanceurs, Force de soutien stratégique (cyber, spatial et guerre électronique)

pour le Parti. Enfin, le secrétaire général fit plusieurs visites à caractère symbolique. En novembre 2014, il se rendit dans le Fujian¹ pour le 85^{ème} anniversaire de la Conférence de Gutian. Entouré de tous les membres de la CMC et de quatre-cents hauts-dignitaires de l'APL, il termina son discours en prononçant une nouvelle fois la célèbre formule de Mao : « *Notre principe, c'est : le Parti commande aux fusils, mais il inadmissibles que les fusils commandent au Parti*² ».

Un changement de cap

Si, à la mort du Grand timonier, l'Armée populaire de libération constituait un État dans l'État, la situation a changé depuis. Les temps où les uniformes vert olive dominaient le IX^{ème} Congrès du Parti et où le maréchal Lin Bao³ était pressenti à la succession de Mao paraissent aujourd'hui bien lointains. En 40 ans, la place des militaires au sein des organes de pouvoir s'est considérablement affaiblie : en 2017, seuls deux d'entre eux – Xu Qiliang⁴ et Zhang Youxia⁵ – ont été nommés au Politburo ; et aucun gradé n'est membre du Comité permanent depuis 1997. Cette évolution est à mettre au crédit de Deng Xiaoping qui a fait évoluer la place de l'APL dans le système politique et a circonscrit son rôle aux affaires extérieures. L'armée n'intervient donc plus dans les affaires intérieures⁶ et elle n'est consultée sur les questions étrangères qu'à la condition que le sujet traite exclusivement d'enjeux sécuritaires. D'une manière générale, les militaires ne constituent plus aujourd'hui qu'un maillon de la chaîne de décision et leur avis est bien moins souvent écouté qu'au siècle précédent.

Cette disparition du territoire national s'accompagne de nouvelles compétences sur la scène mondiale. En mai 2015, la neuvième édition du livre blanc de la défense nationale invoque la nécessité pour l'Armée populaire d'« *abandonner la mentalité traditionnelle d'une supériorité de la terre sur la mer*⁷ ». S'ensuit la suppression de 300 000 postes, presque tous rattachés à l'armée de terre. Tout un symbole pour cette institution qui quitte l'espace intérieur pour se consacrer aux opérations extérieures, toujours plus nombreuses et complexes. Aujourd'hui, l'APL participe activement aux différentes opérations onusiennes de maintien de la paix. Depuis 2007, sa marine prend part à la campagne de lutte contre la piraterie dans le Golfe d'Aden. Lors de la guerre civile libyenne en 2011, elle a joué un rôle majeur dans l'exfiltration des 35 000 travailleurs chinois présents en Libye. Elle assure également une présence de plus

¹ Voir annexe I (*en page 45*). Le Fujian est situé au sud-est de la Chine, face à l'île de Formose

² Tsé-Toung Mao ; Œuvres Choisies, tome II ; Éditions en langues étrangères ; 1967 ; 512 pages

³ Doué de grandes qualités militaires, fidèle de Mao et rédacteur du Petit livre rouge, Lin Bao avait été désigné comme successeur lors du IX^e congrès du Parti (1969)

⁴ Ancien commandant des forces aériennes de l'APL, Xu Qiliang est aujourd'hui premier vice-président de la Commission militaire centrale

⁵ Zhang Youxia est deuxième vice-président de la Commission militaire centrale. Vétéran de la guerre sino-vietnamienne de 1979, il est l'un des rares généraux chinois en service à avoir une expérience de la guerre

⁶ Son implication dans la crise du Coronavirus en janvier 2020 est exclusivement liée à la campagne de communication orchestrée par le Parti et au caractère exceptionnel de la situation

⁷ SHELDON-DUPLAIX Alexandre ; Au-delà des mers de Chine, la Chine deviendra-t-elle une « puissance maritime » mondiale ? ; Perspectives chinoises [en ligne] ; 2016/3 | 2016 ; disponible sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7458> [consulté le 23 août 2020]

en plus active en mer de Chine méridionale et orientale. Ses responsabilités dépassent donc la protection du régime pour embrasser des objectifs plus lointains : empêcher l'indépendance de Taïwan, défendre ce que Pékin considère comme ses intérêts vitaux, sécuriser les voies d'approvisionnement, ... Ainsi, l'appareil militaire chinois s'est considérablement renforcé sans que cela ne nuise à la stabilité du Parti-État.

Conclusion

En dépit des dérives et des insuffisances de la gouvernance de Hu Jintao, Xi Jinping est parvenu à remettre la main sur l'Armée populaire de libération auprès de laquelle il jouit d'une excellente réputation. Depuis 2012, toutes les mesures adoptées concourent à une double concentration des pouvoirs : d'abord en direction de l'État – ce qui permet de réarrimer l'institution militaire aux Parti – et ensuite en faveur du nouveau secrétaire général.

En l'état actuel des choses, on ne décèle pas au sein de l'APL de désir de contestation de l'architecture des pouvoirs. Aucun signe non plus de volontés d'intervention sur la scène intérieure et encore moins d'aspirations démocratiques. Une dernière caractéristique qui, comme nous allons le voir maintenant, n'est pas l'apanage exclusif des militaires.

Partie III

La société civile

La mort du Parti communiste chinois et la chute de la République populaire ont été maintes et maintes fois annoncées. Plusieurs analystes – pour une bonne part américains – mettent en avant la corruption systémique du régime et l’incapacité de l’administration communiste à gérer une société civile de plus en plus revendicative. Une autre école, dans laquelle on trouve l’économiste Gordon Chang¹, estime que le modèle économique du pays – rentabilité faible des entreprises publiques, prêts non-performants, dommages causés à l’environnement, ... – ne peut que conduire à la chute du Parti-État. Quant à Minxin Pei² et David Shambaugh³, ils considèrent tous deux que l’absence de démocratie et de liberté individuelle finira par brider la capacité d’innovation des entrepreneurs et hâtera le déclassement du pays. D’autres encore évoquent le piège du revenu intermédiaire⁴ ou encore le coût prohibitif d’une nouvelle montée en gamme. À la lecture de ces travaux, le Parti communiste chinois semble n’être qu’un cadavre en sursis. On en vient à penser que sa chute annoncée n’attend plus que les mois pour se réaliser.

Pour autant, croire que les difficultés précédemment énoncées peuvent à elles seules provoquer la chute du Parti communiste revient à sous-estimer la solidité du contrat social chinois, la capacité de modernisation du régime, ainsi que le soutien dont il jouit auprès de la plus grande partie de la population et – bien plus important – au sein des élites chinoises.

L’agora face à la Cité interdite

« *Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà !*⁵ » écrivait Blaise Pascal. Cet adage vaut également pour les systèmes politiques et les canaux de légitimité. Ces deux derniers champs d’analyses – qui sont tous deux des branches de la science politique – maintiennent généralement une certaine distance avec la notion de vérité. C’est là un débat philosophique : quelle est la place de l’universalité dans l’analyse politique et plus largement en sciences sociales ? Conscient de ce trait mais confronté à l’obligation de présenter une conclusion, Émile

¹ Auteur américain d’origine chinoise, Gordon Guthrie Chang est mondialement connu pour la non-réalisation de sa prédiction d’un effondrement du système financier de la Chine et de son gouvernement communiste au plus tôt en 2006, au plus tard en 2011

² Politologue sino-américain, Minxin Pei est spécialiste des questions de gouvernance en Chine, des relations américano-asiatiques et des processus de démocratisation dans les pays en développement

³ Professeur à la *Elliott School of International Affairs*, David Shambaugh est spécialiste de la politique intérieure en Chine, de l’armée chinoise et de la géopolitique asiatique

⁴ Théorie affirmant que la transition d’un pays à revenu intermédiaire vers le statut de pays à haut revenu est nettement plus laborieuse que la première phase de développement. Parvenue à un stade, la croissance se grippe en raison d’un coût du travail trop élevé (ce qui lui fait perdre son avantage concurrentiel dans l’exportation de produits manufacturés) et de gains de productivité encore trop faibles (ce qui le rend incapable de suivre le rythme des économies plus développées sur le marché à forte valeur ajoutée)

⁵ PASCAL Blaise ; *Pensées* ; Paris ; Le livre de poche ; 2000 ; page 11

Durkheim proposa la comparaison comme substitut à l'expérimentation directe en usage dans les sciences naturelles. Autrement dit, l'étude comparative est aux sciences sociales ce que le microscope est aux sciences naturelles.

Évoquons maintenant la célèbre citation de Winston Churchill prononcée devant le Parlement anglais en novembre 1947 : « *La démocratie est le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres*¹ ». Par ces mots, le vieux lion britannique met en avant le fait qu'on ne peut juger un modèle qu'en le comparant à d'autres. Ainsi, la légitimité d'un système politique n'est que le résultat d'une mise en balance, qui peut parfois se transformer en opposition. C'est ce qui explique cette phrase de Jean-Pierre Cabestan : « *La République populaire est engagée avec nous dans une guerre idéologique qui ne dit pas son nom* »². Cela explique également pourquoi les démocraties libérales sont parfois si promptes à critiquer la République populaire.

Voyons maintenant ce que signifie cet affrontement idéologique évoqué par le sinologue. Du côté chinois, on s'efforce de démontrer qu'un système pyramidal est bien plus efficace et bien mieux adapté aux caractéristiques du pays qu'un modèle libéral. À l'occasion, on critique abondamment ce dernier, continuellement troublé par les échéances électorales, les partis d'opposition et l'opinion publique. Un argumentaire que l'on retrouve dans le Document n°9³, divulgué en 2013, qui prétend démontrer les carences du suffrage universel et les chimères que représentent la séparation des pouvoirs ou l'indépendance de la justice. Deux traditions s'opposent. Clithène face à Confucius. Montesquieu face à Mencius. Mais les critiques du PCC ne visent pas uniquement l'Occident. Il s'agit aussi de briser l'attractivité que pourraient exercer les systèmes démocratiques de Taïwan et de Hong Kong. Autre volet de la lutte idéologique menée par le PCC : la promotion de régime *à la chinoise*, la glorification des réalisations de nations comme le Rwanda de Kagame ou l'Égypte d'Al Sissi et l'instrumentalisation de l'échec des Printemps arabes.

Du côté occidental, les intellectuels libéraux rivalisent d'inventivité pour théoriser ce qui devrait inévitablement se produire : la chute du système communiste chinois. Francis Fukuyama⁴ n'avait-il pas prédit la victoire de la démocratie libérale sur toutes les autres formes de gouvernement ? Pour compléter la phase de Jean-Pierre Cabestan, l'Occident est également pleinement engagé dans un affrontement idéologique, avec la passion que justifie la crise actuellement traversé par son modèle. Au cœur des critiques, les nombreuses atteintes aux libertés individuelles. Au premier rang des accusateurs publics, les organisations non gouvernementales, qui condamnent régulièrement les actions du régime. Human Rights Watch

¹ Discours du 11 novembre 1947 devant la Chambre des communes ; disponible sur <http://hansard.millbanksystems.com/commons/1947/nov/11/parliament-bill>

² CABESTAN Jean-Pierre ; *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* ; Paris ; Gallimard ; collection Le Débat ; 2018 ; page 97

³ Le document n°9 est une liste d'instructions du Comité central à l'intention des cadres du Parti communiste chinois. « *Sept périls* » menaçant la suprématie du Parti communiste y sont évoqués. Diffusé au sein du régime en 2012, il sera divulgué par la journaliste dissidente Gao Yu. Une diffusion qui lui coûtera sa liberté

⁴ FUKUYAMA Francis ; *La Fin de l'histoire et le Dernier Homme* ; Paris ; Flammarion ; collection Champs Essais ; 2009 ; 452 pages

qualifie cet « *État policier orwellien*¹ » de menace existentielle pour les droits de l'homme. Amnesty International pointe régulièrement du doigt l'iniquité de son système judiciaire. Reporters sans frontières dénonce le « *nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine*² ». Chacun y va de son couplet. Quant aux gouvernements, ils ne bénéficient pas de la même marge de manœuvre et doivent bien souvent composer avec une dépendance plus ou moins grande de leur commerce extérieur vis-à-vis de Pékin. L'Amérique, en pointe du conflit, ne rate pas une occasion de dispenser une leçon de bonne gouvernance. Chaque année, le rapport de la Commission des États-Unis pour la liberté religieuse classe la Chine parmi les « *pays particulièrement préoccupants*³ » en raison des « *violations systématiques, continues et flagrantes*⁴ » de la part des instances gouvernementales. Son secrétaire d'État, Mike Pompeo, refuse de se soumettre aux règles protocolaires consistant à désigner Xi Jinping sous son titre de Président de la République, lui préférant l'épithète de secrétaire général afin de mieux souligner l'antagonisme entre les deux modèles politiques.

La cinquième modernisation

« *Chine, à quand la démocratie ?*⁵ » titrait l'ouvrage de Hu Ping⁶ paru en 2005. Une interrogation qui n'en finit pas de susciter débats et controverses mais que l'on se doit de replacer dans son contexte. Bien que les Grecs anciens en aient posé les bases, l'Occident n'a pas le monopole de la démocratie⁷. Les Chinois considèrent également – et peut-être même plus largement que nos propres concitoyens – vivre dans un système démocratique. Au milieu des années 2000, 84% d'entre eux considéraient leur système politique comme « *démocratique* » et 66% étaient persuadés que cette démocratie allait s'améliorer. Plus récemment, en 2014, l'étude de Bruce Dickson a établi que la grande majorité des Chinois était satisfait de leur système politique actuel. La question est maintenant de savoir de quoi parle-t-on et quelles réalités désigne-t-on sous ce vocable ?

¹ MALOVIC Dorian ; « Offensive mondiale » de la Chine contre les droits de l'Homme, dénonce une ONG ; La Croix [en ligne] ; 16 janvier 2020 ; disponible sur <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Offensive-mondiale-Chine-contre-droits-lHomme-denonce-ONG-2020-01-16-1201072180> [consulté le 24 juillet 2020]

² CALDINI Camille ; En pleine visite de Xi Jinping en France, Reporters sans frontières dénonce le « nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine » ; Francetvinfo [en ligne] ; 25 mars 2019 ; disponible sur https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/en-pleine-visite-de-xi-jinping-en-france-reporters-sans-frontieres-denonce-le-nouvel-ordre-mondial-de-l-information-selon-la-chine_3249421.html [consulté le 18 juin 2020]

³ Rapport 2020 de la Commission des États-Unis pour la liberté religieuse [en ligne] ; 28 avril 2020 ; disponible au format du fichier sur Internet <https://www.uscirf.gov/news-room/releases-statements/uscirf-releases-2020-annual-report-recommendations-us-policy> [consulté le 18 juillet 2020] ; page 14

⁴ *Loc. cit.*

⁵ Hu Ping ; *Chine, à quand la démocratie ? Les illusions de la modernisation* ; Avignon ; Éditions de l'Aube ; L'aube Essais ; 2005 ; 139 pages

⁶ Rédacteur en chef de la revue pro-démocratie « Printemps de Pékin », Hu Ping était un dissident chinois exilé aux États-Unis

⁷ La définition de ce terme nécessiterait à elle-seule un mémoire entier, probablement davantage. Elle n'est donc pas l'objet de ce travail qui met volontairement de côté les complexes aspects de théorie politique. Dans cette partie, nous n'évoquerons ce terme non pas dans ce qu'il signifie véritablement, mais dans ce qu'il symbolise : la démocratie est devenue un étendard commode qui permet de séparer le bien du mal ; elle est un label qui certifie que le régime ainsi qualifié est digne de considération et d'estime. Vu sous ce prisme, ce terme s'insère parfaitement dans le champs de bataille international que constitue la quête de puissance douce

En Chine, on évalue un système politique sur sa capacité à se mettre au service du peuple. Une définition qui a le mérite de la simplicité. La population chinoise se sent davantage concernée par les résultats d'un pouvoir que par sa transparence ou par les principes d'équilibre et de contrôle qui le sous-tendent. De plus, tradition confucéenne oblige, on a tendance à faire plus naturellement confiance aux détenteurs de l'autorité, que ce soit au sein de la famille, de l'entreprise ou de l'école. En réalité, ce thème de la réalité de la démocratie en Chine soulève une problématique plus fondamentale : quels sont les facteurs les plus justes pour évaluer un modèle d'État ? Doit-on privilégier l'analyse de sa structure gouvernementale ou doit-on juger l'arbre à ses fruits ? Ce paragraphe n'a nullement la prétention de répondre à ces questions. Il vise plus modestement à illustrer l'écueil de certaines analyses qui s'arrêtent trop souvent sur le contenant, sur ces sept seigneurs du Comité central et sur ce secrétaire général qu'on assimile volontiers à un tyran.

Tentons modestement d'expliquer ce modèle politique chinois. C'est un truisme mais il convient de le rappeler : la Chine est immense, grand comme dix-sept fois la France, et plusieurs de ses provinces sont comparables à un État européen avec une population cinq à dix fois plus nombreuse. Cette précision est capitale puisque cette immensité explique largement la tradition centralisatrice qui s'est développée depuis plusieurs siècles afin de gérer cette taille et cette diversité. Pendant deux mille ans, l'empereur, fils du Ciel, a régi ce vaste espace qui lui était confié par le mandat céleste. L'absolutisme impérial, l'étatisme et la place centrale accordée à la bureaucratie et aux fonctionnaires ont offert au pays une unité, une longévité et une stabilité remarquables. À l'inverse, toute faillite du pouvoir central se payait cher. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, la faiblesse de l'empire Qing face aux factions aristocratiques provoqua sa chute. Dans les années 1910, alors que l'Empire venait de s'effondrer, la République naissante se révéla impuissante face aux Seigneurs de la guerre qui finirent par contrôler de larges pans du territoire. Les siècles passent mais la géographie reste. Les régimes changent mais la nécessité d'un pouvoir fort demeure.

Revenons maintenant à la culture du pays. La tradition chinoise développe toute une gamme de pensées privilégiant l'équilibre des contraintes et l'harmonie. Le conflit est évité autant que possible, de même que la contradiction – élément à la base de nos démocraties libérales. Par ailleurs, le recours à des procédures officielles n'intervient qu'en ultime recours. La société chinoise, à travers ses groupes et ses réseaux, tend d'abord à l'informel et évite autant que possible l'appel à un tiers détenteur du monopole de la violence légitime – pour reprendre la terminologie démocratique. En Chine, l'individu n'existe socialement qu'au travers d'une communauté. C'est ce groupe qui prend en charge la résolution des différends. L'espace intérieur – les siens – a une signification particulière et l'ingérence d'une structure extérieure – les autorités – serait perçue par cette communauté comme un échec.

Ces éléments structurels nous permettent de mieux comprendre la citation de Kang Xiaoguang¹ : « *La Chine est une société sans politique*² ».

¹ Défenseur du confucianisme et de son instauration comme religion d'État en Chine, Kang Xiaoguang est chercheur en économie politique et philosophie politique au sein de l'université Tsinghua à Pékin

² Chen Ming ; La philosophie politique confucéenne face à la globalisation ; dans Diogène 2008 (n° 221) ; page 7 ; disponible sur <https://www.cairn.info/revue-diogene-2008-1-page-128.htm?contenu=article> [consulté le 25 août 2020]

La hantise de l'immobilisme soviétique

Trente ans après, les dirigeants chinois restent traumatisés par le chaos et la paupérisation extrême qui suivirent la chute de l'URSS. Le spectre de la disparition du parti de Lénine hante toujours les esprits et les discussions sur les enseignements à tirer de ce traumatisme sont régulièrement réactivées. En décembre 2012, un mois après avoir été désigné secrétaire général du Parti, Xi Jinping relança le débat sur les causes de la désintégration du PCUS, mettant en avant deux principaux facteurs¹. Une telle réflexion – au-delà des évidentes motivations politiques – illustre la faculté d'auto-évaluation d'un Parti tout à fait conscient des risques qui le guettent. Une autocritique qui a permis de faire évoluer l'idéologie officielle ainsi que les institutions sur lesquelles s'appuie le régime. Ce qui n'est pas évident dans un parti communiste. Au début des années 1980, Deng Xiaoping annonçait le lancement officiel des Quatre Modernisations, marquant l'entrée de la Chine dans l'ère des réformes. En 2001, la théorie des Trois représentativités de Jiang Zemin a permis d'intégrer les entrepreneurs privés au sein du Parti-État. La théorie de l'Approche scientifique du développement chère à Hu Jintao a quant à elle imposé l'idée que le Parti n'était plus un organe révolutionnaire mais bien un véritable parti de gouvernement.

Cette capacité d'adaptation et cette souplesse² ont jusqu'alors offert au Parti communiste chinois une réelle résilience, malgré le temps et les épreuves. Il a réussi à traverser les tempêtes de l'ère maoïste – du Grand bond en avant (1958-1961) à la Révolution culturelle –, à s'adapter à l'ouverture économique des années 1980, à résister aux revendications du mouvement de 1989, avant de finalement se hisser au rang de deuxième puissance mondiale. Les communistes chinois ont appris de leur histoire et gardent en tête cette aphorisme de Liang Qichao³ : « *Dans une barque qui navigue à contre-courant, celui qui n'avance pas, recule* ». Une maxime parfaitement intégrée par le régime qui ne connaît que trop bien les deux seules options qui se présentent à lui : s'adapter ou disparaître.

Qu'en est-il maintenant de la société chinoise ? L'étude de Dickens citée plus haut permet dans un premier temps de relativiser les commentaires faisant état d'une chape de plomb accablant la population chinoise. Il semble au contraire que le Parti apporte un soin particulier à la résolution des incidents qui touchent directement le quotidien des Chinois – c'est le rôle du bureau des *Lettres et des Visites* qui permet à chacun de porter une doléance auprès de l'État⁴. Les revendications ne sont jamais d'ordre politique et ne remettent aucunement en doute la légitimité du PCC. Il s'agit généralement de conflits de travail ou de querelles relatives au niveau de compensation des terres rurales confisquées, beaucoup plus rarement de problèmes

¹ Premièrement, la remise en cause des idéaux et croyances socialistes ; deuxièmement, la dépolitisation de l'armée ainsi que la perte de contrôle du PCUS sur celle-ci

² Il ne faut pas surestimer la rupture que fut la révolution de 1949 ni exagérer le caractère indépasseable de la théorie de Marx et de Lénine pour les Chinois. Depuis des millénaires, l'extraordinaire malléabilité de la culture chinoise lui permet d'intégrer et d'assimiler les influences extérieures. La doctrine communiste n'échappe pas à cette règle : elle s'est progressivement mêlée puis dissoute dans l'ancestral creuset culturel chinois. Dans le fond, avant d'être marxistes et dogmatiques, les Chinois sont pragmatiques et adoptent ce qui fonctionne

³ Homme politique chinois, Liang Qichao (1873-1929) est le chef de file des lettrés réformistes chinois du début du XXème siècle. Sa pensée a exercé une influence significative sur les élites politiques et intellectuelles de la Chine moderne

⁴ En 2002, près de dix millions de plaintes sont parvenues par le biais de cette administration

de mobilisations nationalistes hostiles à un pays ou de plaintes d'ordre environnemental. Pour ce qui est des reproches adressés au régime, la corruption et l'intégrité des cadres restent les deux préoccupations majeures devant les inégalités sociales et la sécurité alimentaire¹.

Venons-en maintenant au personnage de Xi Jinping et à sa popularité. En mars 2015, lors d'une visite à Tianjin², un ouvrier lui demanda s'il pouvait l'appeler par son surnom, Xi Dada (Oncle Xi). Visiblement amusé, il répondit que cet épithète ne le dérangeait pas. L'échange est devenu célèbre. Quelle part de mise en scène ? Probablement importante. Quelle part de spontanéité ? Probablement réduite. Néanmoins, s'il n'a pas le charisme d'un Mao ou la verve d'un Deng Xiaoping, le secrétaire général est tout de même parvenu à séduire la population en plaçant le comportement des responsables politiques au cœur de son discours : davantage de simplicité, moins de luxe et de débauche. Cultivant un style simple, fort de ses succès dans la lutte anti-corruption, brillant sur la scène internationale, il attire indéniablement la sympathie populaire. Quant au culte de la personnalité, il ne faut pas en exagérer l'ampleur. Le visage surdimensionné de Xi Jinping n'a pas envahi les rues du pays comme c'était le cas au temps du Grand timonier. On y trouve plutôt des affiches et des maximes à caractère confucéen rappelant les devoirs de chacun : honnêteté, piété filiale, patriotisme et harmonie.

Conclusion

La rivalité idéologique entre système politique chinois et système politique occidental ne doit pas occulter le fait que le Parti communiste est solidement établi au sein d'un pays globalement enclin à respecter son autorité. Depuis 1949, il est parvenu à traverser les épreuves et apparaît aujourd'hui comme le garant d'un équilibre solide et durable. La capacité d'adaptation du régime continue de l'emporter sur les risques de désintégration et d'atrophie qu'il peut contenir.

Certes, le système politique chinois n'est pas immortel, pas plus que ne l'est la démocratie libérale, et l'on peut supposer qu'à long terme l'un et l'autre évolueront. Mais, si l'on considère les points évoqués, il est plus que probable que le pays reste administré par ce pouvoir présidentiel absolu pendant encore plusieurs décennies. Tentaculaire et opaque, le Parti-État continue de dominer le pays. Bien plus flexible depuis les réformes de 1979, il dispose de ressources humaines et économiques considérables et sa chute du vivant de Xi Jinping paraît impossible.

¹ Étude du *Pew Research Center* réalisée en 2016

² Voir annexe I (*en page 45*). Quatrième ville de Chine en nombre d'habitants, la municipalité de Tianjin (ou Tientsin) est frontalière de la province du Hebei et de Pékin. Elle abrite le septième port à conteneurs du monde

Conclusion intermédiaire

À l'évidence, le Parti communiste connaît des dysfonctionnements et des points de tensions. La censure reste une réalité et l'on ne peut nier la politisation – cependant assez lente – de la société chinoise, encore moins contester l'essor des pratiques religieuses qui constitue un facteur d'incertitudes pour les autorités. Néanmoins, le régime ne connaît que trop bien le prix de l'immobilisme et reste capable de conduire des réformes en son sein. Quant aux mouvements favorable à une libéralisation du régime, ils restent isolés, divisés et plus important encore totalement inconnus de l'immense majorité de la population. Xi Jinping se trouve en réalité confronté à une introuvable opposition démocratique et le peuple chinois reconnaît, dans sa grande majorité, la légitimité du régime et de ses institutions.

La capacité d'adaptation du PCC, l'absence de contestation forte et structurée, les perspectives radieuses sur le théâtre international et les moyens modernes de contrôle donnent au Parti communiste une assise autrement plus solide que tous les régimes chinois précédents. Son emprise sur la société civile, totale et hégémonique, n'a pas d'équivalents historiques.

Quant à l'affrontement idéologique entre le Parti communiste et l'Occident, nous ne désignerons ni bons ni méchants et laisserons à Hu Ping le soin de clore le débat : « *Le progrès de l'Occident n'est que le changement de certaines sorte d'ennuis en de nouveaux. Sans la liberté de pensée et d'expression, une société rencontre beaucoup d'ennuis. Avec la liberté de pensée et d'expression, elle en affronte aussi, mais ils sont différents*¹ ».

Depuis 2012, Xi Jinping concentre des pouvoirs de plus en plus importants et rétablit à son profit l'organisation verticale que Deng Xiaoping avait souhaité faire disparaître. Seul Mao connut une telle emprise sur le pays, à la différence près qu'il avait acquis ce pouvoir au moyen de méthodes bien plus expéditives. Les Chinois doivent-ils craindre cette situation ? Deux éléments nous poussent à répondre par la négative. Premièrement, Xi Jinping est un *taizidang*, un fils de prince rouge, héritier de la grande famille communiste. Cette ascendance illustre est capitale. Elle explique ce sens du devoir qui le pousse à assurer la perpétuation de l'œuvre de ses aïeux. Le secrétaire général se sent véritablement investi d'une mission : rétablir l'autorité du Parti communiste et assurer sa pérennité. Le renforcement de son pouvoir n'a d'autre but que de servir le Parti qui doit à son tour servir la Chine. Deuxièmement, l'autorité de Xi n'est pas absolue et ses choix ont déjà fait l'objet de critiques, notamment sur le renforcement de son pouvoir, l'incertitude liée à la prochaine phase de succession, l'attitude peu diplomate de certains ambassadeurs chinois, ... Il est vrai que cette accumulation des pouvoirs comporte des risques mais elle a permis une résolution rapide de plusieurs difficultés : corruption des élites, autonomisation de l'armée, apparition d'une dissidence organisée, indiscipline des périphéries. La question est maintenant de savoir si Xi Jinping se maintiendra au pouvoir jusqu'à soixante-

¹ CABESTAN Jean-Pierre ; *Demain la Chine : démocratie ou dictature ?* ; Paris ; Gallimard ; collection Le Débat ; 2018 ; page 127

quinze ans ? Peut-être même dépassera-t-il Mao ? L'hypothèse est vraisemblable et validerait la citation de Sun Yat-sen qui voyait en chaque dirigeant du pays un empereur en puissance.

Section II

Xi Jinping sur la scène internationale

« Certains sinologues français avertis avaient déjà écrit, il y a quelques années, leur conviction que la posture rassurante des années 2000 – "l'ascension pacifique", alors caractérisé par un fort développement du soft power, un rôle actif dans les enceintes multilatérales et l'adoption d'une stratégie indirecte à l'égard des Etats-Unis – n'était qu'une tactique pour apaiser les critiques étrangères et masquer le but réel : faire de la Chine, en une génération, la plus grande puissance mondiale. Le masque de cette "grande duplicité", comme le qualifiait Jean-Pierre Cabestan, est-il levé ?¹ »

¹ Sous la direction de JOURNOUD Pierre ; L'énigme chinoise, Stratégie, puissance et influence de la Chine depuis la guerre froide ; Paris ; L'Harmattan ; collection Inter-National ; 2017 ; page 31

Partie I

L'appareil diplomatique chinois

En quelques années à la tête de la Chine, Xi Jinping a imprimé un style nouveau dans la conduite de la politique étrangère chinoise. Un style plus assuré et confiant en comparaison de l'attitude lisse et effacée de Hu Jintao. S'appuyant sur un pouvoir de plus en plus solide, Xi bénéficie d'une marge de manœuvre bien plus importante que son prédécesseur dans la définition des orientations stratégiques. Fort de cette position, le nouveau secrétaire général adopte une nouvelle posture qui modifie l'essence de la politique extérieure chinoise. Quand Hu mettait en avant l'« *ascension pacifique* » du pays, Xi lui préfère le « *rêve chinois*¹ », aux forts accents nationalistes et à la rhétorique admettant explicitement la quête de suprématie.

La diplomatie d'un seul homme

Lorsque Xi Jinping arrive au pouvoir, la conduite de la politique étrangère est fragmentée en un mille-feuille administratif d'acteurs et de groupes dirigeants, rendant son message parfois inaudible. Comme pour le Parti et l'armée, le secrétaire général entreprend une centralisation et une personnalisation de la diplomatie chinoise. Il prend la direction de la Commission chargée de la politique étrangère, du Groupe dirigeant chargé de la sécurité maritime, du Groupe dirigeant chargé de Taïwan et de la Commission nationale de sécurité. De plus, tandis que la diplomatie commerciale est traditionnellement la chasse gardée du Premier ministre, Xi Jinping se l'approprie en mars 2015 lorsqu'il s'empare du Groupe dirigeant chargé des finances et de l'économie. Enfin, il chapeaute deux autres structures qui, l'une comme l'autre, traitent de problématiques internationales : le Groupe dirigeant pour l'approfondissement d'ensemble des réformes et le Groupe dirigeant chargé de la cybersécurité et de l'informatisation. Plusieurs événements illustrent cette prééminence du président chinois. Nous en citerons deux : en automne 2014, lors du mouvement des parapluies survenu à Hong Kong, c'est lui qui indique la stratégie à suivre : aucune concession et usage limité de la force. Un an plus tard, en novembre 2015, c'est encore lui qui prend la décision de rencontrer personnellement la dirigeante de Taïwan, Ma Ying-jeou.

Cinq cent soixante-dix mille kilomètres parcourus et cinquante-six pays visités. Depuis sa prise de fonction, le secrétaire général est un voyageur infatigable, déployant la diplomatie chinoise aux quatre coins du monde : États-Unis, Russie, Inde, Union européenne, Australie et pays en développement d'Afrique et d'Amérique latine. C'est lui qui assiste en priorité aux

¹ Slogan lancé en novembre 2012, le rêve chinois exprime la volonté de Xi Jinping de s'appuyer sur les traditions populaires et les vertus confucéennes pour renforcer le sentiment patriotique de la nation chinoise. L'hebdomadaire *The Economist* le présente comme un mélange de « *réforme économique et [de] nationalisme véhément* »

sommets de l'Organisation de coopération de Shanghai, aux réunions des BRICS¹, et aux assemblées générales de l'ONU. C'est encore lui qui prend prioritairement part aux grands forums internationaux comme ce fut le cas pour la Conférence du climat à Paris en 2015.

Naturellement, Xi Jinping n'incarne pas à lui tout seul la diplomatie de la Chine. D'autres personnalités interviennent à des degrés divers. Bien qu'il prenne part aux décisions, le numéro deux du régime, Li Keqiang, joue un rôle moindre, voire secondaire. Il effectue principalement les déplacements consacrés aux affaires commerciales. Dans le fond, sa relation avec le président chinois est difficile, Li étant idéologiquement plus proche de Hu Jintao – dont il défend le concept de développement harmonieux – que de Xi Jinping avec qui il est souvent en désaccord. Face à ce constat, beaucoup d'observateurs s'interrogent sur son maintien en poste. À noter également les deux éminences grises du secrétaire général qui l'assistent dans toutes ses décisions : Li Zhanshu, membre du Comité permanent depuis 2017 et ami très proche du président, et Wang Huning, l'idéologue du « *rêve chinois* ».

Deux vecteurs de puissance

La diplomatie chinoise repose sur deux principaux outils : d'une part, les extraordinaires capacités économiques, financières et industrielles du pays, et d'autre part, un appareil militaire dont le budget est désormais au deuxième rang mondial derrière celui des États-Unis. Ces vecteurs de puissance sont mis au service de deux grands objectifs : affirmer son statut de grande puissance au niveau international et rétablir son magistère historique sur l'Asie. Conjointement, Pékin développe une politique de puissance douce de plus en plus sophistiquée.

Progressant à un rythme annuel moyen de onze pour cent dans la dernière décennie du XX^{ème} siècle, la croissance économique de la Chine constitue un développement unique au monde. Aujourd'hui, Pékin promeut ses intérêts à grands renfort de pôles logistiques, de ports, de routes et de chemins de fer. Dans le même temps, elle avance ses pions en abreuvant ses pays-partenaires de liquidités. Cette diplomatie du carnet de chèques est portée d'une part par les immenses capacités de financement du pays et d'autre part par les besoins vitaux de nombreux pays en équipements et infrastructures. Les immenses chantiers du Kazakhstan, du Laos et de l'Ouzbékistan, les infrastructures portuaires de Gènes et du Pirée, les mines, les gazoducs, les ponts et les routes de Tanzanie, du Nigeria et d'Éthiopie sont autant de points d'ancrage pour la stratégie chinoise. Dans cette logique, le projet *La ceinture et la route* occupe depuis 2013 une place centrale. L'objectif est d'établir deux axes commerciaux reliant l'Europe à la Chine : une route terrestre traversant le continent eurasiatique et une ceinture maritime passant par le détroit de Malacca et le canal de Suez. Une fois achevées, elles permettront de pouvoir desservir soixante pour cent de la population mondiale. Cette entreprise est devenue une des priorités économiques et diplomatiques de Xi Jinping.

¹ Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud

L'abondance s'entoure d'un haut mur rappelle un proverbe chinois. Si l'Armée populaire de libération avait réussi à vaincre une armée inférieure en nombre et mal équipée en 1962¹, elle révéla de profondes faiblesses structurelles en 1969 lors des incidents avec l'Union Soviétique et en 1979 dans le conflit frontalier avec le Viêtnam. Sa modernisation et sa professionnalisation devenaient nécessaires. En 1978, Deng Xiaoping fit de l'armée le quatrième axe de sa politique de modernisation. Il s'agissait de transformer un conglomerat de soldats fanatisés en une force structurée et équipée. L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping en 2012 a renforcé l'impulsion donnée par le Petit timonier et a contribué à faire de l'APL l'outil militaire le plus puissant d'Asie, par l'importance de ses effectifs et par les nouvelles capacités de projection de sa flotte. En 2011, le porte-aéronefs *Liaoning*, acheté à l'Ukraine puis réaménagé sur les chantiers de Dalian, effectue ses premières sorties en mer. Il constitue la pièce maîtresse de la stratégie chinoise en mer de Chine. En avril 2017, le *Shandong*, second porte-aéronefs de la Marine chinoise, est mis à l'eau. À ces deux bâtiments s'ajoutent plus de quatre-cents navires de surfaces et sous-marins. Le 3 septembre 2015, près de douze mille soldats et plusieurs centaines d'engins militaires défilent sur la place Tian'anmen pour célébrer l'anniversaire de la « victoire totale de la guerre antijaponaise ». C'est la première fois que Pékin se livre à une telle démonstration de force. Impressionnante, cette montée en puissance inquiète ses voisins : Inde, Vietnam, Japon ou encore Philippines qui connaissent tous des différends frontaliers avec la Chine. Une inquiétude qui, comme nous allons le voir, peut se justifier.

Le dragon bienveillant

« *Nous devons faire de notre pays une superpuissance culturelle [...], nous devons accroître le soft power de la Chine, formuler un récit national attrayant et mieux communiquer le message de la Chine au reste du monde.*² ». Ces mots du président Xi Jinping expriment à la fois le constat d'un déficit d'image du pays et l'ambition de retrouver le statut de phare culturel qui était le sien au début du XVI^{ème} siècle, lorsque l'empire influençait les élites de toute l'Asie. « *Le dragon chinois, à l'aspect parfois menaçant, veut désormais s'affirmer comme un dragon bienveillant*³ ». Cette politique de puissance douce chinoise est une volonté récente puisqu'elle fut adoptée comme principe politique en 2007, lors du XVII^{ème} Congrès. Les Jeux olympiques de Pékin de 2008 et l'exposition universelle de Shangaï de 2010 marquèrent l'entrée spectaculaire de la Chine sur ce champs de la diplomatie. Ces deux événements mirent en scène la profondeur multimillénaire de la civilisation chinoise et les innombrables trésors culturelles, artistiques et spirituelles qu'elle a enfantés. Dans l'imaginaire collectif, la Chine devenait autre chose qu'un gigantesque atelier.

¹ En octobre 1962, la Chine et l'Inde se sont affrontées pour le contrôle de l'Aksai Chin, territoire montagneux situé au nord-ouest du Népal. Les faibles garnisons indiennes furent rapidement défaits par les 80 000 soldats chinois

² MEYER Claude ; *L'Occident face à la renaissance de la Chine* ; Paris ; Odile Jacob ; 2018 ; page 136

³ COURMONT Barthélémy ; *Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois* ; Paris ; Choiseul ; 2009 ; page 9

Trois principaux éléments structurent la stratégie de puissance douce développée par le Parti. En premier lieu, on trouve l'ancestral culture chinoise qui est le principal élément de persuasion dans la mesure où elle n'est pas une création politique contemporaine ; elle est le résultat objectif de trois millénaires d'histoire et suscite toujours la curiosité – sinon l'admiration – des esprits du monde entier. Trois principaux vecteurs diffusent ce patrimoine culturel chinois : les instituts Confucius, l'organisation d'événements internationaux et le cinéma. Deuxièmement, la doctrine du *qiao shili* qui consiste à proposer une autre méthode de restitution de l'information. Comme l'a souligné Fu Ying¹, il s'agit de « *communiquer tôt, communiquer beaucoup, communiquer de façon intelligible*² ». À cette fin, Pékin renforce son poids médiatique à l'étranger au moyen d'investissements colossaux – près de cinq milliard de dollars investis en 2015. Cette politique concerne tout particulièrement l'Afrique et le Moyen-Orient, zone où les chaînes d'informations occidentales sont généralement considérées comme peu crédibles. Troisièmement, la Chine s'implique de plus en plus dans les opérations de maintien de la paix. Elle est la sixième nation la plus généreuse en matière de financements et demeure en 2020 le membre permanent qui fournit le plus grand nombre de soldats. Sans surprise, l'Afrique constitue une zone privilégiée³. Conflits et commerce n'ont jamais fait bon ménage. En parallèle, la Chine s'implique davantage dans les organisations régionales et internationales depuis la fin des années 1990 : l'Organisation mondiale du commerce, l'ASEAN, l'Organisation de Coopération de Shanghai, le Dialogue Asie-Europe, ...

Bien que le concept de puissance douce s'inscrive parfaitement dans la tradition chinoise héritée des préceptes confucéens, celui-ci reste bridé pour trois raisons. La première est la politique de contrôle des contenus culturels qui réduit fortement tout élan artistique spontanée et limite l'initiative privée. Pékin pâtit fortement de cette centralisation bureaucratique qui fait de sa politique culturelle une entreprise étatique dirigée par le Parti et non une conséquence naturelle du rayonnement de sa société. Deuxièmement, son système politique provoque toujours le rejet chez de nombreux pays, en particulier en Occident. Il faut ici préciser qu'il conserve néanmoins un certain attrait dans de nombreux pays séduit par sa capacité à concilier dirigisme politique et croissance économique. Enfin, la puissance douce chinoise se heurte à un problème de taille : pourquoi sa culture devrait séduire le monde alors que son espace d'expression est déjà un monde en soi ? Ce dernier point refreine l'esprit prosélyte de ses élites et laisse le gouvernement quelques peu esseulé dans sa quête d'influence culturelle.

Conclusion

Depuis son arrivée, Xi Jinping a entrepris une remise en ordre de la politique extérieure chinoise et s'est progressivement assuré de la maîtrise de l'appareil diplomatique, n'hésitant

¹ Ambassadrice de Chine en Grande-Bretagne entre 2007 et 2009

² ROUIAÏ Nashidil ; Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois ; dans Géoconfluences [en ligne] ; 14 septembre 2018 ; disponible sur <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois> [consulté le 17 juillet 2020]

³ Depuis 2006, Pékin a participé à douze opérations de maintien de la paix sur le continent africain : Soudan, Sahara occidental, Côte d'Ivoire, RDC, Mali, ... Aujourd'hui, près de 3000 soldats chinois se trouvent en Afrique

pas à empiéter sur les plates-bandes de Li Keqiang, numéro deux du Parti. Il multiplie les visites d'État, s'investit au sein des instances internationales et défend les intérêts chinois présents sur tous les continents.

Un développement de puissance qui, conjuguée à un budget militaire en hausse constante, inquiète. Au siècle des Grandes découvertes, poussée par la volonté de contourner l'empire Ottoman, l'Europe lança ses caravelles à l'assaut des océans pour découvrir de nouvelles routes vers l'Orient. Chaque implantation suivait le même processus. Les premiers vaisseaux partaient vers l'inconnu et complétaient les cartes. Suivaient ensuite les marchands qui établissaient des liens commerciaux avant qu'une force militaire ne s'implante afin d'assurer la protection des échanges et des entrepôts. Certes, le monde a changé depuis le XVIème siècle mais nombreux sont ceux qui affirment que Pékin est bien davantage dans une logique de puissance que dans une logique d'intégration.

Partie II

La puissance forte et les intérêts fondamentaux

Le développement de la puissance va de pair avec l'abandon du discours pacifiste et de la rhétorique du compromis. Cette règle connaît quelques exceptions mais définit assez justement l'évolution de la diplomatie chinoise en Asie-Pacifique. Cet espace reste aujourd'hui une région instable, qui compte plusieurs points de tensions : détroit de Taïwan, Hong Kong, mer de Chine méridionale, ... La majorité de ces zones de crispations sont considérées par la Chine comme des intérêts fondamentaux. Cela signifie que leur importance est capitale puisqu'ils sont directement liés à la préservation de la souveraineté nationale. Plus prosaïquement, il s'agit de territoires que Pékin doit contrôler. Cet impératif se traduit par des initiatives diplomatiques mais aussi par l'adoption de postures de plus en plus autoritaires.

L'abandon de la diplomatie du profil bas

À la mort de Mao, la Chine sort progressivement de son isolement international. Manquant des capitaux et des compétences nécessaires à sa modernisation, le pays s'ouvre aux investissements étrangers. Le tournant qui s'amorce est radical. Petit à petit, la République populaire monte en puissance et s'insère dans le concert des nations : ratification de plus de trois cents traités multilatéraux depuis 1976, entrée à l'OMC en 2001, ... En 2003, Hu Jintao et son Premier ministre Wen Jiabao présentaient un pays en pleine « *ascension pacifique* », prônant l'harmonie et la résolution des désaccords par la voie diplomatique. Au cours des années 2000, Pékin offre l'image d'une puissance responsable et policée, consciente que sa nouvelle force implique des devoirs. Elle se pose en médiateur de crises régionales ou internationales – Darfour, Afghanistan, participe activement à la lutte contre le terrorisme, soutient les initiatives de lutte contre le réchauffement climatique, ... Cela n'empêche pas quelques accrocs comme la crise de Taïwan en 1996, mais dans l'ensemble Pékin veille à rassurer ses partenaires.

L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping change la donne. Le prince rouge rompt avec la posture de Deng Xiaoping qui prônait une politique du profil bas et considérait que le pays devait « *attendre son heure*¹ ». En 2017, une base militaire chinoise est inaugurée à Djibouti. Elle doit permettre de sécuriser les approvisionnements énergétiques de la Chine. C'est la première implantation militaire hors du territoire national. Le temps est loin où Pékin soutenait que « *les*

¹ THIBAUT Harold ; Pékin revêt les habits de la superpuissance ; dans Le Monde [en ligne] ; 5 janvier 2015 ; disponible sur https://www.lemonde.fr/international/article/2015/01/06/pekin-revet-les-habits-de-la-superpuissance_4549916_3210.html [consulté le 5 juillet 2020]

pays ne doivent pas former de blocs militaires contre un pays ou une région. Aucun pays ne doit stationner de forces armées ni établir de bases militaires en dehors de son territoire¹ ». Fort d'une croissance impressionnante et d'un rayonnement international, la Chine bombe désormais le torse face à Hanoï, Tokyo, Taipei ou New Delhi. Elle n'hésite plus à remettre en cause les configurations régionales mises en place par les Occidentaux – principalement les Américains – à l'issue de la Seconde guerre mondiale. Dernièrement, la marine chinoise a intercepté la frégate française Vendémiaire en avril 2019 dans le détroit de Taïwan alors qu'elle patrouillait dans les eaux internationales. Un signe fort lancé par un pays voulant faire de la mer de Chine sa zone d'influence exclusive.

En réalité, il semble bien que la Chine ait toujours conservé une posture pragmatique. Elle alterne entre la carotte et le bâton et s'adapte aux rapports de force. Soucieuse de paix et d'équité afin d'assurer son développement intérieur, elle privilégie l'usage de la force et de la contrainte dès que la situation lui est favorable. *« Ce qu'il faut garder à l'esprit est la propension des autorités de Pékin à recourir de manière constante, mais variable en fonction de leurs objectifs et des circonstances, à ces deux discours et méthodes diplomatiques² »*. La Chine conserve sa tradition : la mentalité impériale ne concevait les rapports avec le monde extérieur que sous l'angle de l'allégeance ou de la vassalité mais jamais sur le mode du rapport équilibré. Les dirigeants communistes s'inscrivent pleinement dans cet héritage.

La fin d'une cité libre

La question fut posée par les autorités chinoises dès le XIX^{ème} siècle : Hong Kong fait-elle partie de la Chine ou de l'Angleterre ? Occupée par les Britanniques lors de la Première guerre de l'opium, l'île fut cédée au Royaume-Uni par le traité de Nankin en 1842. Elle a depuis cette date suivi un chemin singulier, en dehors de la sphère culturelle chinoise à laquelle elle avait pourtant toujours appartenu. Les nouveaux pensionnaires firent de ce petit territoire une terre occidentalisée, un îlot perdu dans un continent dont elle s'éloignait de plus en plus. Quand Pékin avait réclamé sa rétrocession, Londres avait accepté à la condition qu'Hong Kong gardât sa spécificité culturelle et son système politique. Ainsi, selon le principe directeur « un pays, deux systèmes » et en vertu de la « Loi fondamentale » de 1990, Hong Kong est devenue une région administrative spéciale, jouissant d'une grande autonomie et de libertés totalement inconnues en Chine : liberté d'expression et de manifestation, indépendance de la justice, ... Un véritable État dans l'État qui pouvait difficilement cohabiter avec la tradition centralisatrice chinoise.

En septembre 2014, une série de manifestations – appelée Mouvement des parapluies – mettait Xi Jinping à l'épreuve. Elles soulevaient plusieurs interrogations : la diplomatie chinoise allait-elle pouvoir s'adapter à un environnement différent, à des attentes qui n'étaient

¹ Déclaration de Liu Huaqiu (vice-ministre chinois des affaires étrangères) en mars 1992

² CABESTAN Jean-Pierre ; La politique internationale de la Chine, entre intégration et volonté de puissance ; Paris ; Presses de Sciences Po ; 2015 ; page 111

en rien comparables à celles de l'ère de Mao Zedong ? Le Parti devait-il imposer sa propre interprétation du principe « un pays, deux systèmes » et pouvait-il mettre fin aux protestations, soit par la répression, soit par le dialogue, sans que cela ne lui coûte ?

Cinq ans plus tard, ces interrogations revenaient violemment à l'ordre du jour. En juin 2019, les protestations contre le projet de loi d'extradition plongèrent la ville de Hong Kong dans le chaos. Face aux heurts, le gouvernement de Carrie Lam recula. Un pas en arrière, puis deux pas en avant : Xi Jinping finit par perdre patience et franchit le Rubicon. Le mardi 30 juin 2020, en pleine crise sanitaire internationale, il imposa une loi de sécurité à la ville sans préalablement consulter ses représentants politiques. Ce coup de force institutionnel marqua un véritable tournant et mit fin *de facto* à l'autonomie du système législatif de Hong Kong. Les autorités chinoises auraient désormais la possibilité d'imposer le régime de sécurité qui a cours sur le continent. Quelques jours après, le magnat Jimmy Lai et l'activiste Agnès Chow, les deux principales figures du mouvement démocratique, furent arrêtés.

Dans l'ensemble, ce coup de force n'a provoqué que peu de réactions sur le scène internationale. Le Royaume-Uni a promis aux habitants de Hong Kong une procédure de visas simplifiée. On est loin du discours de Fulton dans lequel le vieux lion britannique rendait un vibrant hommage à la démocratie et aux libertés. Pour des raisons assez évidentes, les États-Unis furent les seuls à mettre le nez au balcon. Donald Trump reçut quatre parlementaires hongkongais hostiles à Pékin et le Congrès américain vota le « *Hong Kong Human Rights and Democracy Act* » qui vint officiellement soutenir les manifestants. Pékin promit des représailles immédiates, faisant craindre une nouvelle escalade entre les deux premières puissances mondiales. En Chine, la reprise en main de Hong Kong, espérée depuis 2003, a considérablement accru le prestige du secrétaire général. Dans l'ensemble, les Chinois considèrent les particularismes de l'ancienne colonie britannique comme autant de privilèges illégitimes, et beaucoup s'indignent du fait que la cité se permettent de réclamer leur maintien. Considéré comme un héritage direct du Siècle de la honte, Hong Kong ne fait que suivre le sens de l'histoire. Comment pouvait-il en être autrement ? Face à un pays puissant, soudé autour de son dirigeant, ayant renoué avec une forte tradition centralisatrice, le sort de la petite cité était scellé. Enfin, le 4 septembre 2020, la porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères interpelle l'organisation des Nations Unies en lui enjoignant de « *Cessez de [se] mêler des affaires de Hongkong*¹ ». Le rideau se baisse. Fin de l'acte.

L'Asie du Sud-Est

Pour la Chine, la reconnaissance au niveau international passe d'abord par une reconnaissance à l'échelle régionale. Elle ne peut imposer sa puissance au monde si elle ne contrôle pas au préalable le premier cercle de ce que Fernand Braudel appelait l'« *économie-*

¹ VÉRONIQUE Paul ; Hong Kong : la confrontation entre les États-Unis et la Chine en trois actes ; dans L'Express [en ligne] ; 28 novembre 2019 ; disponible sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/hong-kong-la-confrontation-entre-les-etats-unis-et-la-chine-en-trois-actes_2109243.html [consulté le 15 août 2020]

*monde*¹ ». Impuissance régionale et hégémonie internationale sont deux termes antinomiques. Cette réalité incite Pékin à consolider ses positions dans un sud-est asiatique qu'elle considère comme sa zone d'influence traditionnelle et dont elle se plaît à rappeler – et à idéaliser – les liens profonds qui unissaient ces deux espaces avant l'arrivée des occidentaux. À cette entreprise de légitimation par l'histoire s'ajoute l'importance hautement stratégique de la région pour la prospérité chinoise. Dans une économie en quête perpétuelle de débouchés commerciaux, cet immense marché de six-cent quarante-deux millions d'individus attise les convoitises.

L'Asie du sud-est, c'est avant tout pour Pékin le détroit de Malacca, point névralgique du commerce maritime mondial. En l'absence de solution viable de contournement, ce goulot d'étranglement reste la route maritime la plus rapide vers l'océan Indien et l'Europe. Il voit transiter quatre-vingt-dix pour cent des exportations de biens fabriqués en Chine, cent pour cent du soja importé, soixante pour cent du pétrole et quarante pour cent du gaz consommé en Chine. D'où la nécessité pour Pékin d'y maintenir son influence. Mais la Chine n'est pas le seul pays d'Asie orientale à dépendre du détroit. Le Japon, la Corée du sud et Taïwan connaissent la même dépendance géoéconomique. À la différence près que ces trois pays ont pour allié traditionnel les États-Unis, dont la VII^{ème} flotte sécurise les voies de communication maritime dans la zone Indopacifique. Cette présence accroît considérablement le sentiment de vulnérabilité de la Chine, dans un contexte de compétition renforcée avec Washington, et l'oblige à accélérer la modernisation de sa marine.

En trente ans, la Chine est devenue la première puissance militaire asiatique et entend désormais contester aux États-Unis le rôle de puissance stabilisatrice. Dans ce duel, elle bénéficie de la dispersion des forces du gendarme américain qui doivent être présentes sur toutes les mers du globe tandis que les ambitions de l'armée chinoise restent régionales. L'APL poursuit deux objectifs dans le sud-est asiatique. Le premier consiste à assurer la protection et la sécurité des voies commerciales. Un objectif qui, à force d'alliances et d'accords bilatéraux, est aujourd'hui atteint puisque le détroit est ceinturé par un collier de perles : accès au port de Sihanoukville (Cambodge), infrastructures militaires sur les îles de Hainggyi (Birmanie), installations portuaires de Sittwe (Birmanie), ... Autant de points d'ancrage qui offrent à Pékin les moyens d'intervenir rapidement en cas de tensions. Seconde ambition : prendre le contrôle du domaine maritime revendiqué par Pékin. Cet appétit – pourtant contraire aux arbitrages internationaux – inquiète particulièrement ses voisins, qui se retrouvent le plus souvent mis devant le fait accompli. Ce fut par exemple le cas en 2016 lors de la construction d'un aérodrome et d'infrastructures balistiques dans l'archipel des Spratleys et Paracels².

Depuis la fin des années 2000 et plus particulièrement avec Xi Jinping, la Chine adopte des comportements de plus en plus provocants en mer de Chine méridionale. En juillet 2007, Pékin

¹ Territoire dynamique polarisé par un centre économiquement autonome, qui se suffit à lui-même et qui exerce une domination ou une influence sur des périphéries et des marges

² Situé au cœur de la mer de Chine méridionale, cet archipel est l'objet de revendications de la part des pays riverains que sont la Chine, le Vietnam, les Philippines, la Malaisie, l'Indonésie et le sultanat de Brunei. Depuis 2013, Pékin construit « la Grande muraille de sable » : sept îlots artificiels sur lesquels elle installe aéroports, chantiers navals, héliports et immeubles

fait intervenir sa flotte pour contraindre le Vietnam à mettre fin aux mesures hydrographiques lui permettant de déterminer ses droits à l'extension de son plateau continental. Au tout début du mois de mai 2014, une plate-forme pétrolière d'exploration chinoise, affrétée par la CNOOC¹ et escortée par la marine chinoise, pénètre dans la zone économique exclusive revendiquée par le Vietnam. Cette incursion marque le début d'une grave crise diplomatique en mer de Chine méridionale, opposant Hanoï et Pékin pour le contrôle d'une zone immense riche en ressources halieutiques et en hydrocarbures. Après la mort de deux ressortissants chinois au Vietnam et l'évacuation de trois mille d'entre eux, Pékin retire son infrastructure, mettant ainsi fin au différend. Cette provocation va considérablement ternir l'image de la Chine et accentuer les crispations dans un sud-est asiatique instable. Passant outre, Xi Jinping accélère la militarisation de plusieurs îlots contestés. En 2016, des installations balistiques sont aménagées sur les îles Paracels, revendiquées par Taïwan et le Vietnam. Puis, en avril 2018, Pékin réalise le plus important exercice maritime de son histoire, avec pas moins de quarante-huit navires modernes, dont le *Liaoning*, et plus de 10 000 marins déployés dans le détroit de Taïwan.

Conclusion

Depuis le mois de mai 2020, la Chine et l'Inde se sont engagées dans une série de face-à-face tendus le long de leur frontière commune. Il y a moins d'un mois, dans la nuit du 15 au 16 juin 2020, une violente confrontation a eu lieu entre soldats indiens et chinois. On déplore la mort d'au moins vingt militaires indiens. La dernière altercation meurtrière entre les deux pays remontait à 1975. Zhao Lijia, porte-parole des Affaires étrangères, a déclaré que des troupes indiennes avaient gravement violé le consensus bilatéral et franchit la frontière. Peut-on avoir confiance en ses propos ? Rien n'est moins sûr. Toujours-est-il que Pékin reste prêt à défendre chèrement un territoire durement acquis.

La situation a bien changé depuis l'affirmation de François Joyaux en 1994 : « *la puissance mondiale de la Chine est fondée sur une impuissance régionale*² ». Désormais, la notion de sphère d'influence chinoise en Asie-Pacifique paraît de moins en moins négociable et la Chine est parvenue à instaurer une nouvelle forme d'hégémonie.

¹ La *China National Offshore Oil Corporation* est une compagnie pétrolière chinoise contrôlée par le Parti communiste

² JOYAUX Francis ; *La Tentation impériale. Politique extérieure de la Chine depuis 1949* ; Paris ; éditions Imprimerie nationale ; 1994 ; 426 pages

Conclusion

Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, à une époque marquée par les désordres intérieurs et les incursions occidentales, l'empereur Tongzhi (1862-1874) et son général Zeng Guofan (1811-1872) lançaient une série de réformes visant à restaurer la stabilité du pays. La tâche était colossale pour cet empire qui paraissait alors très affaibli, miné par des révoltes incessantes et humilié par les traités inégaux. Dans un premier temps, l'armée est modernisée par l'adoption d'armes à feu et l'instruction de militaires occidentaux. La révolte des Taiping (1851-1864) est matée et les marges du territoire sont pacifiées. Progressivement, les régions dévastées sont reconstruites et repeuplées. Un *Ministère des relations avec l'étranger* est institué afin de moderniser la structure diplomatique impériale. Une restructuration de l'économie est planifiée : chemins de fer, usines et arsenaux fleurirent à travers toute la Chine. La production industrielle est rationalisée et les échanges commerciaux reprennent. Les réussites étaient considérables si bien qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le pays pouvait se prévaloir d'une industrie en plein essor, d'un réseau de transport efficace et d'un commerce florissant. La dynastie Qing semblait renouer avec le faste de la fin du XVIII^{ème} siècle. Mais cette période de renforcement ne dura en réalité qu'une trentaine d'années. Elle s'essouffla dès les années 1890, affaiblie par le début du parlementarisme régional, et prendra définitivement fin avec les révoltes militaires qui conduiront à la révolution de 1911. Un siècle plus tard, Xi Jinping s'inscrit dans cette tradition des grands empereurs attachés à la puissance de l'État et à la modernisation du pays. À ceci près que le secrétaire général dispose d'un pouvoir autrement plus solide et d'une Chine bien plus puissante.

« *Si on ne corrige pas de manière résolue les pratiques malsaines, et si on les laisse se perpétuer, elles deviendront comme un mur invisible séparant le Parti des masses, le Parti perdra alors ses fondations, ses vaisseaux sanguins et sa force¹* ». Fils d'un père résolument intègre, Xi Jinping s'est donné pour mission de revivifier le Parti hérité de ses aînés et d'asseoir sa légitimité. « *Plus de simplicité, moins de luxe et de débauche²* » a-t-il ordonné aux cadres du Parti. Il se remémore en cela les promesses qu'avaient faites Mao en son temps à des Chinois écœurés par le népotisme des élites du Kuomintang : une Chine plus juste et un gouvernement plus proche des masses. Au début des années 2010, les scandales à répétition avaient dégradé l'image du Parti-État et les édiles corrompues menaçaient sa stabilité. La vaste campagne contre la corruption lui permit de séparer le bon grain de l'ivraie et d'assainir la direction du régime. Un succès qui renforça sa légitimité – et celle du PCC – auprès d'une société civile exaspérée par le manque d'intégrité des cadres dirigeants. Dans ce même souci d'exemplarité, Xi Jinping énonça les « *Huit stipulations³* » que tout fonctionnaire chinois devaient avoir à l'esprit dans

¹ Xi Jinping lors d'une réunion de la Commission Centrale d'Inspection et de Discipline du Parti, 22 janvier 2013. BOUGON François, Dans la tête de Xi Jinping, Arles, Actes Sud, 2017, pages 182

² Ibid. page 156

³ Ensemble de règlements édictés par Xi Jinping en décembre 2012 pour rapprocher les responsables politiques des Chinois. On trouve l'intégrité, la proximité avec la population, la frugalité dans les réceptions officielles, ...

l'accomplissement de ses missions. Xi Jinping jouit aujourd'hui d'une emprise sur les institutions comparable à celle dont Mao pouvait se prévaloir. S'émancipant de l'emprise spirituelle de Deng Xiaoping, véritable phare idéologique du Parti depuis trente ans, il définit sa propre voie.

Après trois décennies de croissance à deux chiffres, la Chine est entrée dans une phase nouvelle de son développement. La « Nouvelle norme » évoquée par Xi Jinping en 2017 implique un probable ralentissement économique dans la décennie à venir, avec des taux inférieurs à sept pour cent. Un essoufflement qui n'est pas sans susciter plusieurs interrogations quant à la viabilité du modèle politique chinois, en grande partie assis sur sa capacité à assurer la prospérité de la population. Car si les contradictions du régime restent « *admissibles tant qu'il y aura une croissance économique soutenue, c'est-à-dire, afin de ne pas rencontrer des problèmes structureaux, au-dessus de 7% par an¹* », quelles seront les conséquences politiques de cette contraction ? *Quid* du soutien implicite des dizaines de millions de citoyens qui se sont enrichis ? *Quid* de la promesse faite aux millions de Chinois en situation d'extrême pauvreté ? Et en dernier ressort, *quid* du contrat social à la chinoise et de la légitimité du Parti ? Pourtant, on ne constate pas aujourd'hui de fissures dans l'édifice du Parti-État. On ne constate pas non plus de contestations systémiques ni de critiques particulièrement violentes visant le président chinois. Bien au contraire, la popularité de Xi Jinping et du régime semblent au plus haut. Si elle est en partie justifiée par les succès de la campagne anti-corruption, elle s'explique plus fondamentalement par un autre facteur : la promesse d'une Chine accédant prochainement au rang de première puissance mondiale. Comprenant que la croissance ne pourra plus justifier seule son autorité, le PCC enfourche un nouveau cheval de bataille et entreprend d'écrire une nouvelle page de l'histoire chinoise : un pays renaissant de ses cendres, effaçant le Siècle de la honte et retrouvant le rang qui doit lui revenir.

Pékin n'hésite plus à bomber le torse et à imposer ses vues. Hong Kong est en passe de se soumettre et l'*hegemon* chinois en Asie du Sud-Est n'est plus une théorie mais un état de fait. « *Nous sommes plus proches que jamais de réaliser le renouveau de la nation chinoise²* » soutient Xi Jinping. Une perspective qui régénère la confiance de la population en son régime. Finalement, comme l'écrivait François Godement : « *Le nationalisme est une base de légitimité pour un régime qui s'est forgé pendant la guerre de résistance sino-japonaise³* ».

Pour les Chinois, Xi Jinping incarne l'espoir d'une Chine nouvelle, puissante, prospère mais aussi harmonieuse, moins corrompue et plus juste. Mao incarnait la Chine de la révolution, Deng la Chine de la modernisation, Xi Jinping incarne celle de l'apogée. La nouvelle ère ouverte par son arrivée à la tête du Parti-État pourrait recouvrir les trente prochaines années, avec deux temps forts : le centenaire de la création du Parti communiste chinois en 2021 – année où une société de petite aisance aura fait disparaître la misère en Chine – et le centenaire de la

¹ LINCOT Emmanuel et COURMONT Barthélémy ; La Chine en défi ; Paris ; Erick Bonnier ; 2012 ; page 31

² Rapport de Xi Jinping au XIX^{ème} Congrès national du PCC ; 18 octobre 2017 ; disponible sur http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm [consulté le 26 août 2020]

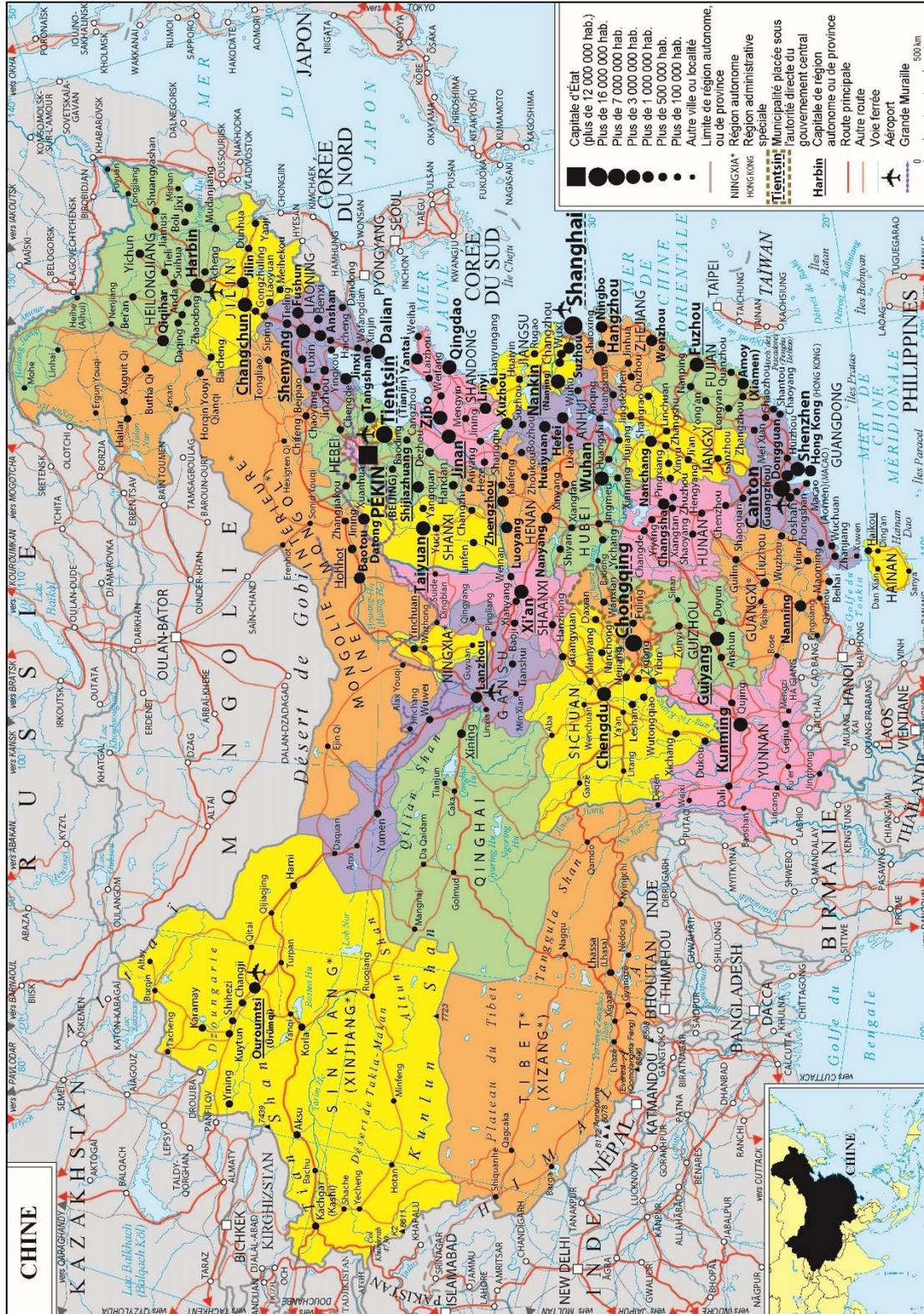
³ ROUX Alain et Xiaohong Xiao-Planes ; Histoire de la République Populaire de Chine ; Paris ; Armand Colin ; collection U ; 2018 ; page 318

naissance de la République populaire en 2049 – année où le pays sera devenu « *moderne, prospère et puissant* » et aura remplacé les États-Unis sur le toit du monde.

Annexes

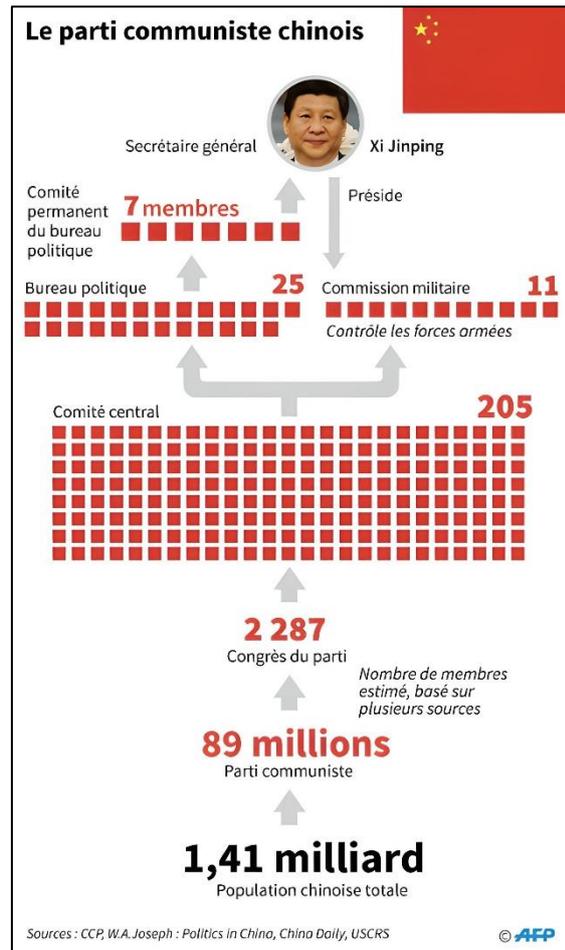
Annexe I : Carte administrative de la République populaire de Chine

Disponible sur <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/chine/presentation-de-la-chine/>



Annexe II : Structure politique du Parti communiste chinois

Disponible sur https://www.challenges.fr/monde/xi-jinping-defend-l-autorite-du-parti-et-promet-une-nouvelle-ere-pour-la-chine_507013



Annexe III : Carte des cinq zones de combat de la Chine

Disponible sur <https://www.frstrategie.org/publications/notes/moderniser-discipliner-reforme-armee-chinoise-sous-xi-jinping-2017>

Références bibliographiques

Le nationalisme

- ANDERSON Benedict, L'imaginaire national, réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme, Paris, La Découverte, collection Poche, 2002, 216 pages
- FOUCHER Michel, L'invention des frontières, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 1986, 326 pages
- FOUCHER Michel, Le retour des frontières, Paris, CNRS Editions, collection Débats, 2016, 64 pages
- FOUCHER Michel, La bataille des cartes, analyse critique des visions du monde, Paris, François Bourin éditeur, 2010, 176 pages
- LACOSTE Yves, La légende de la terre, Paris, Flammarion, collection Champs, 2000, 148 pages
- PASCAL Blaise, Pensées, Paris, Le livre de poche, 2000, 736 pages
- RENAN Ernest, Qu'est-ce qu'une nation ?, Conférence prononcée à la Sorbonne le 11 mars 1882
- Ben Xu, Nationalisme populaire et nationalisme d'État : le cas chinois, Outre-Mer, 2006, n°15, page 51, page disponible sur <https://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-2-page-51.htm?contenu=article>
- CABESTAN Jean Pierre, Les multiples facettes du nationalisme chinois, Perspectives chinoises avril 2005, disponible sur <https://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/739>
- SIEGFRIED André, Les nationalismes asiatiques et l'Occident, Revue française de sciences politiques, 1951, n°1-2, page 9, disponible sur https://www.persee.fr/doc/rfsp_0035-2950_1951_num_1_1_392069

La culture chinoise

- BIANCO Lucien, La Récidive, révolution russe, révolution chinoise, Paris, Gallimard, collection Bibliothèque des Histoires, 2014, 528 pages
- BIANCO Lucien, Les origines de la révolution chinoise, 1915-1949, Paris, Gallimard, collection Folio Histoire, 2007, 528 pages
- BILLIoud Sébastien et THORAVAL Joël, Le Sage et le peuple, le renouveau confucéen en Chine, Paris, CNRS Editions, collection Bibliothèque de l'Anthropologie, 2014, 436 pages
- CHENG Anne, Histoire de la pensée chinoise, Seuil, 1997, 658 pages
- CONFUCIUS, Entretiens de Confucius (traduction, introduction et notes par Anne Cheng), Seuil, collection Points, 2014, 192 pages
- GENTELLE Pierre, Chine, peuples et civilisation, La Découverte, collection Etat du monde, 2004, 224 pages

- GERNET Jacques : Le monde chinois, tome 3 : L'époque contemporaine, Paris, Editions Pocket, collection Agora, 2006, 192 pages
- GROUSSET René, Histoire de la Chine – Des origines à la Seconde guerre mondiale, Paris, Payot, Bibliothèque Histoire, 2017, 360 pages
- JAVARY Cyrille, La souplesse du dragon : Les fondamentaux de la culture chinoise, Paris, Albin Michel, 2014, 314 pages
- PASTOR Jean-Claude, Grandes heures de la pensée chinoise, De la dynastie Song au XXème siècle, Paris, Les Indes Savantes, collection Etudes sur l'Asie, 2019, 315 pages
- PIMPANEAU Jacques, Chine, culture et traditions, Arles, Editions Philippe Picquier, 2004, 382 pages
- ZHAO TINGYANG, Tianxia, tout sous un même ciel (traduit par Jean-Paul Tchang), Paris, Editions du Cerf, collection Idées, 2018, 336 pages
- BRIZAY Bernard, Les trente « empereurs » qui ont fait la Chine, Paris, Perrin, 2018, 450 pages
- Tsé-Toung Mao, Œuvres Choisies, tome II, Éditions en langues étrangères, 1967, 512 pages
- Sun Tzu, L'art de la guerre (traduction par Francis Wang), Paris, Flammarion, collection Champs Essais, 2008, 338 pages
- Lian Zhou, L'éphémère et l'essentiel sur la philosophie politique chinoise contemporaine, Diogène, Tendances actuelles de la philosophie politique en Chine 2008, n°221, page 192, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-diogene-2008-1-page-170.htm>
- Chen Ming, La philosophie politique confucéenne face à la globalisation, dans Diogène 2008 (n° 221), page 7, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-diogene-2008-1-page-128.htm?contenu=article>

La politique extérieure de Pékin

- JOYAUX Francis, La Tentation impériale. Politique extérieure de la Chine depuis 1949, Paris, éditions Imprimerie nationale, 1994, 426 pages
- BOUGON François, Dans la tête de Xi Jinping, Arles, Actes Sud, 2017, 224 pages
- LINCOT Emmanuel, Chine, une nouvelle puissance culturelle ?, Paris, MKF Editions, collection Les essais médiatiques, 2019
- CABESTAN Jean-Pierre, La politique internationale de la Chine, entre intégration et volonté de puissance, Paris, Presses de Sciences Po, collection Références, 2010, 464 pages
- GODEMENT François, Que veut la Chine ? De Mao au capitalisme, Paris, Odile Jacob, 2012, 286 pages
- FUKUYAMA Francis, La Fin de l'histoire et le Dernier Homme, Paris, Flammarion, collection Champs Essais, 2009, 452 pages
- COURMONT Barthélémy, L'Asie orientale face aux périls des nationalismes, Lignes de repères, 2006, 142 pages
- TETARD Franck, Le nationalisme, un concept idéologique et géopolitique ?, Louvain-la-Neuve, Editions De Boeck Supérieur, collection Le point sur ... Politique, 2009, 112 pages
- MEYER Claude, L'Occident face à la renaissance de la Chine, Paris, Odile Jacob, 2018, 331 pages

- COURMONT Barthélémy, Chine, la grande séduction. Essai sur le soft power chinois, Paris, Choiseul, 2009, 196 pages
- Sous la direction de JOURNOUD Pierre, L'énigme chinoise, Stratégie, puissance et influence de la Chine depuis la guerre froide, Paris, L'Harmattan, collection Inter-National, 2017, 432 pages
- Xi Jinping, La gouvernance de la Chine, Mille fleurs, 2015, 515 pages
- VÉRONIQUE Paul, Hong Kong : la confrontation entre les États-Unis et la Chine en trois actes, dans L'Express [en ligne], 28 novembre 2019, disponible sur https://www.lexpress.fr/actualite/monde/asia/hong-kong-la-confrontation-entre-les-etats-unis-et-la-chine-en-trois-actes_2109243.html
- ROUIAÏ Nashidil, Sur les routes de l'influence : forces et faiblesses du soft power chinois, dans Géoconfluences [en ligne], 14 septembre 2018, disponible sur <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-regionaux/la-chine/articles-scientifiques/forces-et-faiblesses-du-soft-power-chinois>
- THIBAUT Harold, Pékin revêt les habits de la superpuissance, dans Le Monde [en ligne], 5 janvier 2015, disponible sur https://www.lemonde.fr/international/article/2015/01/06/pekin-revet-les-habits-de-la-superpuissance_4549916_3210.html
- SHELDON-DUPLAIX Alexandre, Au-delà des mers de Chine, la Chine deviendra-t-elle une « puissance maritime » mondiale ?, Perspectives chinoises [en ligne], 2016/3 | 2016, disponible sur <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/7458>

Le Parti communiste chinois

- ROUX Alain et Xiaohong Xiao-Planes, Histoire de la République Populaire de Chine, Paris, Armand Colin, collection U, 2018, 352 pages
- CABESTAN Jean-Pierre, Demain la Chine : démocratie ou dictature ?, Paris, Gallimard, collection Le Débat, 2018, 292 pages
- Hu Ping, Chine, à quand la démocratie ? Les illusions de la modernisation, Avignon, Éditions de l'Aube, L'aube Essais, 2005, 139 pages
- LINCOT Emmanuel et COURMONT Barthélémy, La Chine en défi, Paris, Éditions Erick Bonnier, 2012, 238 pages
- CALDINI Camille, En pleine visite de Xi Jinping en France, Reporters sans frontières dénonce le « nouvel ordre mondial de l'information selon la Chine », Francetvinfo [en ligne], 25 mars 2019, disponible sur https://www.francetvinfo.fr/monde/chine/en-pleine-visite-de-xi-jinping-en-france-reporters-sans-frontieres-denonce-le-nouvel-ordre-mondial-de-l-information-selon-la-chine_3249421.html
- MALOVIC Dorian, « Offensive mondiale » de la Chine contre les droits de l'Homme, dénonce une ONG, La Croix [en ligne], 16 janvier 2020, disponible sur <https://www.la-croix.com/Monde/Asie-et-Oceanie/Offensive-mondiale-Chine-contre-droits-lHomme-denonce-ONG-2020-01-16-1201072180>

- BONDAZ Antoine et JULIENNE Marc, Moderniser et discipliner, la réforme de l'armée chinoise sous Xi Jinping, Fondation pour la Recherche Stratégique [en ligne], 24 février 2017, disponible sur <https://www.frstrategie.org/publications/notes/moderniser-discipliner-reforme-armee-chinoise-sous-xi-jinping-2017>
- MANGIN Virginie, Xi Jinping resserre son étau en Chine, Le Figaro [en ligne], 27 août 2020, disponible sur <https://www.lefigaro.fr/international/xi-jinping-resserre-son-etau-sur-la-chine-20200827>
- DE GRANDI Michel, Corruption : en cinq ans, Xi Jinping a tué des « mouches » et quelques « tigres », Les Echos [en ligne], 18 octobre 2017, disponible sur <https://www.lesechos.fr/2017/10/corruption-en-cinq-ans-xi-jinping-a-tue-des-mouches-et-quelques-tigres-184774>
- LEBLANC Claude, Pour Xi Jinping, le salut passe par une série sur... Deng Xiaoping, l'Opinion [en ligne], 16 août 2014, disponible sur <https://www.lopinion.fr/international/pour-xi-jinping-le-salut-passe-par-une-serie-sur-deng-xiaoping>
- BALME Richard, La chasse aux tigres et la chasse aux mouches – le Parti, l'État et l'administration en République populaire de Chine, Revue française d'administration publique, 2014/2 (N° 150), p. 305-325, disponible sur <https://www.cairn.info/revue-francaise-d-administration-publique-2014-2-page-305.htm>
- PEDROLETTI Brice et BOUGON François, En Chine, l'intronisation de Xi Jinping illustre la victoire des « princes rouges », dans Le Monde [en ligne], 15 novembre 2012, disponible sur https://www.lemonde.fr/international/article/2012/11/15/en-chine-la-victoire-des-princes-rouges_1791213_3210.html

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
UN FILS DE PRINCE A LA TETE DU PAYS.....	10
LE PARTI COMMUNISTE CHINOIS.....	11
<i>L'ombre des pères.....</i>	<i>11</i>
<i>Les écuries d'Augias.....</i>	<i>12</i>
<i>Xi Jinping sur les traces de Mao.....</i>	<i>14</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>15</i>
L'ARMEE POPULAIRE DE LIBERATION.....	17
<i>Un pilier du régime.....</i>	<i>17</i>
<i>Un homme du sérail.....</i>	<i>19</i>
<i>Aux bons souvenirs de Gutian.....</i>	<i>19</i>
<i>Un changement de cap.....</i>	<i>21</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>22</i>
LA SOCIETE CIVILE.....	23
<i>L'agora face à la Cité interdite.....</i>	<i>23</i>
<i>La cinquième modernisation.....</i>	<i>25</i>
<i>La hantise de l'immobilisme soviétique.....</i>	<i>27</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>28</i>
CONCLUSION INTERMEDIAIRE.....	29
XI JINPING SUR LA SCENE INTERNATIONALE.....	31
L'APPAREIL DIPLOMATIQUE CHINOIS.....	32
<i>La diplomatie d'un seul homme.....</i>	<i>32</i>
<i>Deux vecteurs de puissance.....</i>	<i>33</i>
<i>Le dragon bienveillant.....</i>	<i>34</i>
<i>Conclusion.....</i>	<i>35</i>

LA PUISSANCE FORTE ET LES INTERETS FONDAMENTAUX	37
<i>L'abandon de la diplomatie du profil bas</i>	37
<i>La fin d'une cité libre</i>	38
<i>L'Asie du Sud-Est</i>	39
<i>Conclusion</i>	41
CONCLUSION	42
ANNEXES	45
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	47
TABLE DES MATIERES.....	51